



HAL
open science

Les mots magiques du débat public. Dictionnaire sarcastique à l'usage du citoyen local planétaire

Alain Faure, Emmanuel Négrier, Martin Vanier

► To cite this version:

Alain Faure, Emmanuel Négrier, Martin Vanier. Les mots magiques du débat public. Dictionnaire sarcastique à l'usage du citoyen local planétaire. 2005. halshs-00113310

HAL Id: halshs-00113310

<https://shs.hal.science/halshs-00113310>

Submitted on 13 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les mots magiques du débat public

Dictionnaire sarcastique
à l'usage du citoyen local planétaire

M. Vanier, E. Négrier, A. Faure (dir.)

Introduction

Les mots magiques, mots valises et autres braves mots du débat public : des mots pour les maux.

“ Je réclame de vivre pleinement la contradiction de mon temps, qui peut faire d’un sarcasme la condition de la vérité ”, écrivait Roland Barthes en 1959 dans *Mythologies*. “ Sarcasme ” vient du grec *sarkazein*, qui veut dire “ mordre la chair ”. A quoi sert un dictionnaire sarcastique ? Un dictionnaire doit s’efforcer de définir les mots, pas d’en finir avec eux. Quant au lecteur, dont on présuppose les besoins sémantiques, il n’a peut-être pas envie de se moquer des termes du débat public, lui ; pleurer éventuellement, ou croire à quelque chose, mais pas rire.

Pourtant, bien des mots de l’action publique méritent qu’on se moque d’eux, donc de ceux qui en font usage comme on avale son hostie à la messe : les mots du développement imparablement durable, les mots de la démocratie immanquablement de proximité, les mots de l’Europe forcément élargie, les mots toujours vaillants de l’éternelle réforme de l’Etat et de la Décentralisation, les mots si trompeusement rassembleurs de l’aménagement du territoire... *Buzz words* disent les Anglo-saxons.

Demandons-nous un instant comment les mots deviennent à la mode sur la scène des forums, et pourquoi ils la quittent. Comment se fait-il que la qualité suprême des territoires, des politiques et des acteurs soit soudain d’être de *proximité* ? Et inversement, pourquoi l’invocation vibrante des nécessités de “ l’autogestion ”, ou du “ vivre au pays ” de la “ société industrielle avancée ” (tous termes clés des années 1970) ne soulève plus guère les passions collectives ? Où est la forge des braves mots, des mots valises, mots massues et autres mots magiques, et qui la tient ? Où est la poubelle, et qui recycle ?

A suivre l’insondable destin de *gouvernance*, on reste songeur : qu’est-ce qui revient au Littré, qu’est-ce qui revient au FMI ? La postmodernité ne serait-elle qu’un bégaïement sémantique ? Dans quel sens s’est faite la traversée de l’Atlantique ? Et quel sera le prochain terme de vieux français tombé en désuétude qui se retrouvera à la pointe (désormais émoussée il est vrai) de la pensée la plus managériale ?

Nous avons tous déjà lu, ou entendu, quelque chose du genre : “ la *synergie* de la *participation* de tous les *acteurs* de la *société civile* sur le *terrain* garantit la *légitimité* dans la *transparence* du *consensus* par une *mobilisation pragmatique* ”. Couplet qui conduit tout droit à l’invocation de la bonne *gouvernance*, en faveur des *habitants*, et contre ce qui reste encore d’insupportable *jacobinisme* dans ce pays. Ce sont là les mots usés de la démocratie du jour, dont il se dit qu’il faut désormais la démocratiser radicalement. Radical, du latin *radix*, la racine : ce qui nous ramène à la dent, donc à la mâchoire, à la morsure, et au sarcasme. Commençons donc par démocratiser sarcastiquement la démocratie.

Le sarcasme est une morsure, en effet. Mais ici, il mord pour goûter, pas pour déglutir, ni ingérer, surtout pas pour digérer. Il recherche la limite : mordre sans

faire de dégâts, juste pour la trace. Le sarcasme ne construit rien, il consomme à peine, il est gratuit, il se revendiquera donc comme un “ petit geste de méchanceté entre amis ”. Le sarcasme s’amuse. Dans les pages qui suivent, le sarcasme, incisif, n’est qu’un coup de gueule : il ne dure pas et relâche vite prise. Nos sarcasmes abandonnent toute prétention autre que les précédentes.

Certains diront qu’en se donnant le pouvoir de requalifier les mots, le sarcastique n’est pas digne de traiter les maux de notre agir *ensemble*. Naturellement suspicieux à l’égard des collectifs (*co-construction, Porto-Alegre, liens*), il se gausse des dérives individuelles, détecte les moindres mesquineries humaines et outrage sans retenue les envolées lyriques et les *mobilisations* généreuses. Tourné vers l’individu, il ne croit pas pour autant à l’individualisme, simplement parce qu’il ne croit pas tout court. Si le sarcastique sait anticiper, c’est seulement pour dénoncer les gènes corruptifs, les dysfonctions, les vanités. Mécréant absolu, sans Dieu et sans maître, il fuit la foi comme le vampire la gousse d’ail. Le changement, l’*alternative* supposent que chacun ait sa part de croyance et de bonté, mais le sarcastique s’en veut définitivement démunir. *Gens* qui placez votre espérance dans le *bottom-up* ou l’action à la base, *horizontale*, écoutez bien l’infâme incrédule qui ricane ! Mais surtout ne l’admettez pas en votre sein, refusez son penchant malsain pour le dévoiement du dévoilement et son essence cachée d’attribut du pouvoir !

Pourtant, en se demandant si le sarcastique n’est pas plutôt de droite que de gauche, les militants et les croyants confortent son humanisme révolutionnaire, cette capacité rageuse, voire grossière, à réfuter tous les prêts-à-penser idéologiques. Pour le sarcastique, le salut des “ vrais *gens* ” passe moins par la RTT, les tickets repas et la gratuité des transports publics que par une volonté farouche et désespérée de s’émanciper des mensonges et sortilèges des mots, ceux de la société de classe, de la société de consommation, et même de la société Endemol (mais là, il faut reconnaître que TF1 résiste bien).

Le sarcasme est révolutionnaire au sens où, contre Machiavel, c’est le début qui justifie les moyens jusqu’à la fin. Ce n’est qu’un début, continuons-le.

D’ailleurs, après qui en avons-nous ? Cela dépend : tel d’entre nous fait une fixation sur le Sénat, tel autre croit encore pouvoir combattre le capitalisme, celui-ci déclenche son ire contre l’Etat centralisateur, mais tel autre doute de l’Europe, celle-là ne loupe pas la suffisance masculine... Il fallait bien parfois deux ou trois définitions par mot pour laisser s’exprimer la diversité des mâchoires.

C’est qu’en outre, le débat public en question est *local* planétaire : il touche au proche et au lointain, il interpelle le citoyen *local* comme le citoyen *global* : le *tri sélectif* à domicile et le *réchauffement* de la planète, la paix sociale dans les *quartiers* et la bonne *gouvernance* à Bruxelles, le *pays* (celui de Pasqua devenu celui de Voynet) à un bout, l’*Occident* (celui de Giscard d’Estaing) à un autre, la *proximité* ici et maintenant, *Porto Alegre* à l’horizon, l’*équité territoriale* sur fond de *compétitivité globale* (autant dire le *loup* dans la bergerie), la *parité* et la *couche d’ozone*, la *mixité* et les *modes doux*, la *transparence* et les *fonds structurels*, le ying et le yang...

Pour aider un peu le citoyen *local* planétaire (celui que nous aspirons tous à être au fond) dans ses débats à toutes les échelles, nous parcourrons au hasard des mots cinq points à l’ordre du jour. Il lui faut : démocratiser la démocratie ;

sauver la planète ; guérir (par) les territoires ; achever l'Europe ; tout recommencer autrement. Autant de vocabulaires qu'il est urgent de mettre en doute avant usage.

Parfois, l'affaire est sérieuse : le niveau des océans monte, un des étés derniers fut torride, et l'île de Tuvalu s'enfonçait dans le Pacifique. Il faut de solides raisons pour prétendre garder ici le ton de l'ironie gratuite. Mais qu'en serait-il si d'aventure s'annonçait un refroidissement global de la planète : crise de l'énergie, recul de l'agriculture, nouvelles invasions des hordes du nord... De quoi préférer alors le *réchauffement* ? Pourquoi faut-il que le climat *global* n'apporte toujours que de mauvaises nouvelles ? Vraisemblablement parce qu'il n'existe pas de climat *global*, mais seulement une angoisse *globale* à l'idée de devoir encore longtemps supporter (pour les plus démunis) ou ne plus pouvoir faire supporter (pour les plus dominants) le monde comme il va.

Comme tout angoissé, l'humanité cherche des objets transitionnels par lesquels exprimer ses symptômes : le monde inépuisable des espèces menacées, le monde rajeunissant des *générations futures*, le monde stabilisant des *équilibres* écologiques qui n'ont jamais existé. Et pendant que les enfants accordent à Harry Potter le plus grand succès littéraire depuis la Bible, leurs parents locaux-planétaires s'efforcent d'entrer dans l'univers magique des *agendas 21*, grâce auxquels on pourra tout à la fois continuer de s'enrichir, en finir avec les injustices sociales, et ne pas laisser trop de traces sur la planète malgré tout. Les mots pour sauver la planète sont particulièrement vertueux. Mais comme l'a montré jadis un certain Marquis (sans rapport aucun avec ce sujet), ce qu'il y a de vraiment intéressant dans la vertu, ne sont-ce pas plutôt ses infortunes ? Intéressons-nous donc, pour mieux y croire ensuite, aux infortunes de la vertu écologique.

Pour leur part, comme l'enfer est pavé de bonnes intentions, les parquets de l'aménagement du territoire, et du développement *local* sont jonchés de mots magiques qui font rêver, et de mots massues qui assomment : d'une manière ou d'une autre, leur usage entraîne un certain engourdissement de la pensée, comme si le raisonnement passait alors dans une boîte noire, à n'ouvrir qu'en cas d'accident. Quant on entend le mot *équité*, ou le mot *équilibre*, personne ne sort plus rien, pas même son mouchoir ; il y a simplement un temps mort d'hommage latent à la valeur qui passe, une pause avant d'en venir à la question du jour : combien ça coûte et à qui (en argent, en pouvoir, etc.) ?

Et puis il y a l'Europe et ses mots passeports. Ah, l'Europe ! Finis les enlèvements à dos de grands taureaux blancs qui sentaient bon le sable de Tyr. L'Europe vit des schismes et des murs qu'elle dresse puis abat. L'Europe s'invente des fronts et des frontières, puis des concepts pour les franchir. Il y eut " *Occident* " du temps d'Auguste, puis " Européens " de celui de Charles Martel, puis " Lumières " avec Montesquieu, et encore " Nationalités " avec Madame de Staël, et maintenant *noyau dur*, que personne ne tient encore à revendiquer, allez savoir pourquoi. Aujourd'hui, les mots passeports de l'Europe vont à l'essentiel : *fonds structurels*, *éligibilité*, *SDEC*... Ils sont techniques, efficaces (eux, au moins), peut-être aussi la Commission européenne manque-t-elle de poètes, peut-être se réfèrent-ils ? Ces mots d'Europe n'enlèvent plus grand monde, à peine l'adhésion. Ils ne portent ni à la plaisanterie ni au plaisir, loin du mythe originel. Ils sont foncièrement sérieux. C'est pourquoi il fallait s'occuper

d'eux.

Certes, l'inconvénient du sarcasme, c'est qu'il laisse un goût d'inachevé, voire un sentiment culpabilisant d'irresponsabilité. Avec lui, on passe éventuellement un bon moment, mais après ? Le sarcasme ne propose pas, il ne conclut pas, il garde sa liberté et sa gratuité, et c'est bien pourquoi il est agaçant. Pourtant, que gagnerait-on à se priver de variations sarcastiques et paradoxales sur quelques-uns de ces braves mots de l'action publique ! Sont-ils vraiment en danger de *non-consensus* ? Rendons-leur service, si l'on estime qu'ils en valent encore la peine : accordons-leur la tension, sans laquelle l'attention qu'on leur prête reste superficielle. Disons-nous ce qu'ils ne nous disent pas spontanément, et soyons assurés alors d'être disponibles, via le sarcasme et le paradoxe, pour une pensée et une action sincèrement politiques.

Au grand débat des affaires publiques, nous avons donc emprunté ces quelques soixante-dix mots. Nous les lui rendons en pleine forme, un peu transformés, ventilés, colorés. Certains ressortent parfois éprouvés de l'exercice. Ils étaient sûrement éventés. L'ordre du jour, lui, est loin d'être épuisé. Le citoyen *local* planétaire a encore du pain sur la planche, et les sarcasmes de beaux jours devant eux.

Que celui qui n'a jamais usé d'un des soixante-dix mots ici déniaisés jette le premier dictionnaire ! Nous-mêmes, sarcastiques assidus, combien de fois nous laissons nous aller, dans l'exercice de notre ministère, à abuser des braves mots en faisant semblant, par lassitude, par mollesse, ou pire encore par nécessité pédagogique, d'en être dupes ?

Ce dictionnaire est un acte de rédemption, pour tous ceux qui ne peuvent faire autrement que d'utiliser le vocabulaire convenu du débat public. Dérision bien balancée commence par soi-même.

Acteur

Produit de base du supermarché de la sociologie du même nom

Comme chacun sait, la grande distribution est d'abord une affaire de stratégie. Avant d'être mis en rayon, les produits sont soumis à l'appréciation d'un panel restreint de consommateurs critiques. La sociologie des organisations a eu le sien : le club très fermé des têtes pensantes de ce monde, fondé en 1973 entre autres par Raymond Barre et Henry Kissinger, sous le nom de Trilatérale ("Triade" désignant déjà un autre "club"). Il est vrai qu'au sein de la d'abord discrète Trilatérale, où le grand sociologue Michel Crozier développa donc son commerce en 1976, il y avait très peu d'agents (sinon à les appeler "du grand capital") et encore moins d'agis. Le club des puissants de ce monde l'a vu à son image : tous acteurs ! Non seulement eux, chefs de gouvernements et grands dirigeants de firmes transnationales, non seulement leurs semblables, milliers de participants (payants) au forum annuel de Davos organisé par la Trilatérale en quête de scènes médiatiques, mais très au-delà, les millions d'individus qui ont le "pouvoir systémique" sans le savoir et s'obstinent encore à le revendiquer (allant même jusqu'à s'inviter gratuitement au dit forum), ou à pointer du doigt les "décideurs", terme grossier qui prétend mettre des différences entre les acteurs. Depuis, la scène des acteurs est devenue globale (voir ce mot), et le "tous acteurs" un produit discount. Acteur vient paraît-il du latin ago, "celui qui conduit le troupeau". Tous acteurs ? Mais alors, Michel, qui est dans le troupeau ?

M.V.

Phénix de la science et arlésienne du système

Disparu avec Claude Lévi-Strauss (cf. l'édifiant "Twist aux Tropiques") au profit des structures, il renaît avec Claude Neuschwander comme grain de sable du système, avant de succomber devant le clonage politique et social que Claude Bourdieu appelle la reproduction. L'acteur est un souci permanent des Claude et de la gauche. La droite croit savoir que l'acteur existe, et qu'il est au centre de la scène politique. La gauche, elle, croit en son avènement, depuis les coulisses, la baignoire ou le paradis. Le rôle de l'acteur est donc variable. Le syndicaliste mesquin de Crozier voisine avec le héros désintéressé de la Misère du Monde et avec le médiateur engagé de notre "politique de la ville". L'apprenti-acteur contemporain est aux prises avec une certaine inquiétude. Il fut un temps où existait une scène, unique, et une difficulté d'y accéder. Désormais, les scènes se multiplient, pour des acteurs aux profils de plus en plus spécifiques : acteurs sociaux, acteurs politiques, économiques, culturels, acteurs locaux, globaux. La pulvérisation des scènes fragilise la représentation. Mais le réel a toujours infligé une terrible leçon à la pensée : chassez l'acteur, il revient au galop ; ce que la Madame Lacan avait elle-même pressenti, un soir de janvier 1908, lorsque, ayant attendu en vain que le petit Jacques ramène les courses, elle lui asséna vers 21 heures : "cet acteur-là qu'tu rentres !".

E.N.

Agenda 21

L'extase

Mot magique du management territorial (voir ce mot) qui rappelle ce que Proust nommait joliment la poétique, ce si long chemin parcouru avant l'instant de la révélation (dans le cas présent : avant qu'un expert en développement durable ne déclare soudain en assemblée intercommunale qu'il faut se lancer de toute urgence dans un agenda 21). Dans cet apprentissage cognitif qui accompagne les élus locaux jusqu'à l'extase, le fait d'associer des chiffres et des lettres fait écho à un subconscient collectif nourri d'illustres sésames révolutionnaires comme le club des 5, l'agent 007, la DS 21, le CAC 40, le pastis 51, le Levis 501, la norme ISO 9004, et bien sûr l'Europe des 25... Pour des prévisions fiables, relire Georges Orwell.

A.F.

Avec ou sans spirale ?

Rappelons brièvement les agendas précédents l'agenda 21. L'agenda 18 : la liberté, les Lumières ; l'agenda 19 : le pain, le progrès ; l'agenda 20 : la paix, la prospérité. Personne n'ayant prétendu que ces agendas étaient planétaires, bien qu'universels (d'ailleurs les agendas 21 restent locaux) qu'est-ce qui reste à espérer ? Que ça dure ? L'agenda 21 sera donc celui du développement durable (voir ce mot). Mais comme on peut le constater ex post, une aspiration à l'agenda n'est pas forcément la caractéristique de son siècle. Peut-être même est-ce parce que le XXe siècle fut celui des deux plus terribles conflits globaux que son ordre du jour essentiel fut la paix. Voilà qui laisse songeur quant à la signification historique des agendas 21. Quant à la question essentielle, elle reste celle du passage d'un agenda à l'autre. Dès lors qu'il est connu que les solutions d'aujourd'hui sont les problèmes de demain, adage régulièrement vérifié, on comprend l'importance du choix basique de l'agenda : avec ou sans spirale ?

M.V.

A la base

Victor Hugo : la multitude. Vladimir Ilitch Oulianov : les masses. Bernard Thibault : la base. Vision géométrique de la foule agissante, la base est un socle peut-être moins poétique que la multitude, mais moins inquiétante que les masses. Prenez trois situations un peu compactes un jour de grève nationale : le hall de la gare de Lyon, le boulevard Voltaire entre Nation et République, les trois millions de téléspectateurs du vingt heures. Où est la multitude, où sont les masses, où est la base ? Vous voyez bien que tout s'éclaire. Du moins vous voyez que la base est riche de sa diversité. C'est même la seule chose dont elle soit vraiment riche. Par définition la base a les pieds sur terre et le sens " basique ", qui sont tout ce qui manque au sommet. Le sommet devrait régulièrement retourner à la base, prendre son pouls pour voir si le cœur s'accélère. Faute de quoi c'est la base qui s'invite aux sommets, et revoilà la multitude. Alors le sommet se casse la figure, tandis que la base, elle, ne peut pas tomber plus bas. La base est sûre et éternelle, fondamentale et responsable, saine et indispensable. Pourvu que la base reste en bas !

M.V.

Alternative

Grain de sable dans l'arène politique

Tout oppose la notion d'alternative en tauromachie et en politique. Pour le mundillo (taurin), l'alternative est une confirmation de dignité, l'autorisation de faire partie du jeu. Pour le petit monde (politique) c'est au contraire l'affirmation d'un changement des règles, la promesse d'une transgression. La différence est-elle si bien posée ? Observons. La place de l'alternative en politique est clairement dans l'opposition. Les mêmes qui désignent l'énorme spectre de changements possibles, depuis les travées minoritaires, reprennent le " il-n-y-a-pas-d'autre-politique-possible " sitôt à Matignon. Bien sûr, quelques différences subsistent. A ceux qui pensent que la droite et la gauche font parfois la même politique, on peut objecter que la gauche, elle au moins, en souffre. Mais il reste que l'alternative politique est, trop souvent, une imposture pratique. Qu'en est-il en tauromachie ? Il n'est pas un torero digne qui entre dans la carrière sans caresser l'espoir d'être un jour une *figura*, c'est-à-dire incarner un style, un être se fondant dans un geste inédit. L'alternative y est donc l'annonce d'une révolution possible, d'un dépassement des règles qui puise dans le sauvage même la promesse de l'art. En politique, on appelle " alternance " une alternative qui a mal tourné. En tauromachie, cela s'appelle " infirmerie ". Le plus déprimant est que, si l'on excepte le Sénat, il est impossible d'inverser les rôles. E.N.

Question de fins

Qu'on se comprenne bien : l'alternative n'a rien à voir avec l'alternance. L'alternance, c'est chacun son tour, mais pour constater qu'on n'a pas le choix. L'alternative, c'est chacun ses choix, mais sachant que ce n'est jamais notre tour. Il y a donc des partis politiques d'alternance (ils passent au pouvoir à leur tour, mais ça n'a pas beaucoup d'importance puisque ça ne change pas les choix), et d'autres d'alternative (ils défendent d'autres choix, mais ça n'a aucune importance puisque ce n'est jamais leur tour). Et tout cela n'a rien à voir avec le courant, contrairement à ce que les lois de l'électricité pourraient laisser penser. D'ailleurs tous les courants sont d'accord là-dessus : il faut faire autrement (alternative), jusqu'au moment où c'est à notre tour d'y aller (alternance). C'est pourquoi l'alternance pense à la gouverne (d'où gouvernance, voir ce mot), tandis que l'alternative pense à l'année prochaine à Porto Alegre. L'alternance prépare les élections, l'alternative a l'éternité devant elle. L'alternance tolère la cohabitation, l'alternative préfère le camping, à Annemasse, Gênes ou Seattle. Non, vraiment, l'alternative n'a rien à voir avec l'alternance : la fin est nettement différente.

M.V.

Biodiversité

Dans la logique de la biodiversité, seules les espèces rares un tant soit peu menacées sont dignes d'intérêt. On dira tout ce qu'on voudra, l'homme n'est après tout qu'une espèce parmi des milliers d'autres, pas vraiment rares et plutôt menaçante que menacée. A désormais plus de six milliards, il faut se rendre à

l'évidence : nous ne sommes pas seuls sur Terre. Jacques Dutronc s'est trompé, les Chinois n'y sont pour rien, c'est la multitude péri-humaine qui fait douter de " et moi et moi et moi ". Sur son arche, Noé a pas embarqué deux exemplaires de chaque espèce. Que faut-il en déduire : qu'il faut de tout pour faire un monde, ou qu'il faut quand même de nous pour faire le monde ? Qu'un seul être vous manque et tout est dépeuplé, mais quel est-il ? Les spécialistes hésitent : la libellule cendrée, l'écrevisse à pied rouge, le crapaud buffle ? La biodiversité répond : tous à la fois, et bien d'autres encore. Seul problème : nous, perturbateurs nés, qui contribuons biologiquement si peu à la diversité. La preuve : le patrimoine est immense là où l'homme est rare. La biodiversité est inséparablement le trésor de la planète dont nous sommes les dépositaires consommateurs, et le mythe culpabilisateur de la multitude humaine qui s'obstine à rester en dehors du zoo.

M.V.

Bottom-up

L'emprise des sens

Notion forgée dans les années 1980, pour tenter de repérer une logique dans l'écheveau des relations entre niveaux d'action publique. L'émergence de l'Union Européenne comme espace d'action (sinon comme acteur) a conduit à l'assaut d'hypocrisie que l'on sait : meuh non ! il ne s'agit pas d'un nouvel Etat ; meuh non ! il n'y aura pas de fédéralisme européen... Avec l'Union, et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'apparition d'un nouveau pouvoir devait rimer avec une augmentation de la liberté. Il a donc fallu trouver un symbole pour qualifier la marge nouvelle réservée à chacun. Qu'est-ce qu'un processus " fesse-en-l'air " (*bottom-up*) ? Au contraire du modèle jacobin (voir ce mot), dont on feint de croire qu'il est uniquement " descendant ", il revendique le droit à la créativité depuis les profondeurs du terroir. A ce modèle correspondent logiquement les stratégies les plus en vogue dans les années 1980 et 1990, et qui consistèrent à aller montrer ses fesses à Bruxelles (comitologie, bureaux de représentation et lobbying). Trois leçons peuvent être tirées de cette débauche d'exhibitionnisme européen. La première : les anglo-saxons, multipliant les ambassades postérieures, demeurent largement plus impudiques que les latins. La seconde est que la chair est triste, au vu des grandes désillusions qui ont frappé bien des bureaux euro-régionaux, devenus vides et inutiles. La troisième revient sur le principe même de cet empire du sens européen, et le rend particulièrement odieux. En effet, auparavant l'acteur local avait face à lui un bloc de programmes assumés comme tels, et pouvait donc résister, feindre, négocier. Avec la théorie du " fesse-en-l'air ", il doit aller plus loin, anticiper le contenu de la règle commune, se couler dans un moule d'autant plus contraignant qu'il n'est plus dit comme tel. Une fois de plus se vérifie le paradoxe : la libération des mœurs peut, insidieusement, asservir. A quand un nouveau Bourdieu écrivant " la domination bruxelloise " ?

E.N.

Vieux couples

Top down et *bottom up* sont les Laurel et Hardy de l'action publique. Ils se

jouent la comédie dans la lignée de célèbres binômes comme le jacobin (voir ce mot) et le girondin, l'horizontal (voir ce mot) et le vertical, le centre et la périphérie, la droite et la gauche, les Anciens et les Modernes... Chacun est sûr de son camp, s'y réfère souvent et ne manque pas de repérer ses alliés et de dénoncer ses ennemis. Les gentils du *bottom up* ne loupent pas une occasion de jouer la scène du 2 aux supposés méchants du *top down*. Comme dans les vieux couples, il s'agit de dénigrer l'autre avec une série de mots clés qui font systématiquement mouche. D'un côté la citoyenneté, la proximité, le projet, la base, la participation (voir ces mots)... De l'autre la responsabilité, la cohérence, l'efficacité, la planification, l'égalité... Personne n'est vraiment dupe, vieux couple oblige, du degré impressionnant de mauvaise foi qui caractérise chaque positionnement. Mais l'important est d'énerver le partenaire, de l'exciter sournoisement pour le pousser à claquer la porte, lancer un vase, appeler sa mère ou allumer la télé. Heureusement, il paraît que les choses sont en train de changer. Des bio-thérapeutes jungiens ont repéré récemment des insultes transactionnelles qui neutralisent l'agressivité. Prenez par exemple la subsidiarité, la gouvernance et le développement durable (voir ces mots) : *top down* ou *bottom up* ? Poule ou coq ? Avec ou sans sucre ? Réel problème de société, ces concepts européens asexués qui désérotisent les empoignades, lyophilisent les luttes, nous trouent l'écu d'ennui.

A.F.

Bruxelles

L'an prochain à Bruxelles

Au cours du précédent millénaire, vers la fin du XXe siècle, venus de toute l'Europe, les seigneurs locaux enfants de la décentralisation se pressaient dans la ville en processions. En bus, en avion, nos pèlerins partaient à la conquête de la capitale de l'Union. On oubliait souvent de prévenir la Préfecture : on verrait bien au retour. Un peu à la manière des bourgeois s'émancipant du seigneur local en allant voir le Roi de France, nos édiles locaux court-circuitaient l'Etat en cherchant un lien direct avec Bruxelles. Là, des fonctionnaires européens ravis, en recherche de légitimité de terrain, voyaient défiler à leur pied hobereaux et anciens ministres en recherche de financement et d'adoubement supranational. Après la visite des Institutions de l'Union et des nouveaux bâtiments qui allaient concurrencer Strasbourg, on organisait de grandes réunions où des fonctionnaires paradaient sur des estrades et triaient les questions d'un parterre d'élus réduits à une classe de potaches inquiets. Maladroitement, quelques grands élus de la République pourtant si fringants et sûrs d'eux sur leurs terres, osaient quelques questions hardies sur les nouveaux critères d'éligibilité voire sur le financement d'un TGV. On se faisait souvent rabrouer à grand coup de circulaires européennes et il était régulièrement question de " l'incompétence des autorités françaises ". Devant tant d'intelligence, on baissait alors la tête, honteux d'être les mauvais élèves de l'Europe, mais frémissants à l'idée que les personnages les plus importants de la délégation - échappant un instant au groupe - auraient des entretiens privés dans des bureaux capitonnés. Quand on y pense, c'est fou comme les temps ont changé.

L.G.

Ses choux et ses commissaires

Dans l'imagerie d'Epinal, Bruxelles avait ses choux comme Venise ses gondoles. Las... La confusion des sentiments s'est installée lorsque la ville s'est mise à incarner la bureaucratie européenne, son abyssale production juridique, ses tombereaux de subventions certifiées, ses milliers de ronds de cuir polyglottes et ses lobbyistes libéraux-libertaires. Bruxelles devenait un concept sinistré, asphyxié sous des piles de rapports et de notes internes, pressuré de groupes de pression, de contrats internationaux et de rappels au règlement, dans un tourbillon incessant de traductions simultanées. Et pourtant... La magie bruxelloise fonctionne toujours, au son désuet du clapotement de la Senne, à la saveur sucrée des pains à la grecque, à la vue des BD empilées chez les libraires, au goût velouté des quelques 500 variétés de bière dans les brasseries du centre ville, voire même au désordre romantique de la bruxellisation de son urbanisme. Vous savez ce qu'ils font, les commissaires européens, le soir, dans leur chambre d'hôtel, seuls et déprimés après une journée harassante de certification sur la taille des condoms ? Ils relisent amoureuxment " Le sceptre d'Ottokar " et " L'affaire Tournesol " (traduits en 50 langues), transis d'émotion devant l'Europe des 25 qui leur faudra construire.

A.F.

Charte

Absolution

Engagement solennel qui immortalise une alliance collective, une initiation groupale, un pacte des braves. La charte possède une charge symbolique redoutable et bien calée dans notre subconscient civique parce qu'elle cumule sans scrupule le serment ancestral des premières villes, l'universalisme de la charte 77, le fair play olympique du grand Coubertin, les sonorités écologiques du contrat naturel... Lorsqu'elle est territoriale (voir ce mot), la charte n'en devient que plus sacrée : elle condense alors des valeurs d'authenticité et de fidélité qui absolvent définitivement les partenaires de toute intention malveillante. Oyez braves gens ! Avec notre charte urbaine, c'est l'identité et le destin de la communauté qui sont en jeu et se mettent en scène, nécessairement purifiés et œcuméniques, sans l'ombre d'une arrière pensée belliqueuse ou oppressante. Dans le milieu de la décision politique locale, la charte peut constituer un paravent envoûtant (et bien commode) pour farder les intérêts contradictoires, embellir les règlements contraignants et endormir les conflits de classe. Avis aux stratèges !

A.F.

Roman photo

Sœur vertueuse du contrat. Tout le contraire de son frère. Avec lui, tout finit toujours par des histoires d'argent, il tient rarement ses engagements, il multiplie les partenaires (voir ce mot) : ce n'est pas un type fiable. Elle, c'est une fille bien : toujours polie, toujours bien mise, jamais mal intentionnée. La belle fille idéale. Sauf qu'on ne lui connaît pas d'amour. A force de dévouement effacé, on finirait presque par l'oublier. Ce qui donne :

“ Tiens, hier je suis tombé par hasard sur la Charte !
Ah oui ? Et qu'est-ce qu'elle devient ?
Rien de spécial, apparemment ; le train train ; on a échangé des banalités.
Tu crois qu'elle est heureuse comme ça ? ”
M.V.

Co-construction

Non, la trouvaille sémantique ne vient probablement pas des ponts et chaussées ou du génie civil. Peut-être inconsciemment de sociologues bercés, dans leur prime jeunesse, par les théories d'enssembler de Le Corbusier. La co-construction de l'action publique, c'est un peu comme le réenchâtement des formes par l'ancestrale technique de l'assemblage. Le contrat remplace le béton pour sceller les fondations, et les acteurs n'existent que s'ils acceptent les règles un peu simplistes du domino (qui se ressemble s'assemble). Co-construire, co-produire, co-gérer, co-animer, co-contracter, co-décider, co-négocier, co-inventer, c'est le même concept urbanistico-efficace des Cités radieuses, à mi-chemin entre l'utopie et l'hyper-fonctionnalisme. Dans la politique de la ville par exemple, l'administration déconcentrée a systématisé les tables rondes et le partenariat pour susciter des consensus techniques sur le bon usage des règlements et des ressources. Des esprits chagrins n'ont d'ailleurs pas manqué de souligner que cette co-construction d'un bien commun territorial dessinait souvent, sous couvert du juste équilibre entre le collectif et l'individuel, des formules plutôt étriquées et convenues de vivre ensemble (la stratégie du guichet, pas loin du fameux système corbusien du “ casier à bouteilles ”). Aujourd'hui encore, des esprits jacobins (voir ce mot) rappellent l'impossible pureté des formes simples et universelles de l'intérêt général dès lors que l'on invite les potentats locaux à co-définir les priorités de la cité. D'autres esprits, plus taquins, insistent sur l'isomorphisme institutionnel de la co-construction, c'est-à-dire cette propension inconsciente des systèmes locaux à plagier sans talent les logiques esthético-technocratiques propres à chaque grand corps d'Etat. Dans sa théorie sur l'assemblage des volumes, l'inventeur du Modulor déclarait pourtant que “ les techniques sont l'assiette même du lyrisme ”. A quand le nouveau désordre poétique de l'action publique conjointe ? On en frissonne d'avance...
A.F.

Cohésion

Cohésion : propriété d'un ensemble dont toutes les parties sont intimement liées. C'est le contraire de la fracture. Il est assez logique de cultiver la cohésion en période de fracture. Plus il y a d'exclus, plus les contradictions éclatent, plus la cohésion devient une valeur sûre. “ Enrichissez-vous ! ”, disait Guizot, aux plus belles heures du capitalisme sauvage. “ Soyez cohésifs ! ”, dirait-il aujourd'hui. La cohésion s'atteint-elle par le territoire ? Oui, dit la Commission européenne, c'est une question de NUTS (en français dans le texte : Nomenclature d'Unités Territoriales Statistiques). Au niveau Nuts 1 (grandes régions), on peut s'assurer d'un progrès de la cohésion de l'Europe communautaire, dès lors qu'un certain nombre d'indicateurs (PIB, chômage...)

s'approchent de la moyenne européenne, voilà tout. Si l'on affine (Nuts 2, 3, jusqu'aux communes, mais la France complique tout en s'obstinant à en garder 36 000), cela devient plus délicat. Difficile d'évoquer la cohésion économique et sociale de la banlieue parisienne. Heureusement, calculer le PIB de Neuilly ou d'Aubervilliers n'a aucun sens. Mais ces indicateurs de richesse, et les cartes qu'on pourrait alors fabriquer, ne seraient pas des contestations de la cohésion. Ils et elles montreraient au contraire que les inégalités entre les banlieues sont " intimement liées " comme parties d'un tout qui s'appelle la société. Il est cohérent qu'il y ait de très pauvres dans un système qui autorise les très riches, et inversement. Il est également cohérent que la cohésion territoriale de l'ensemble soit démontrée à l'échelle la plus à même de noyer les réalités de la ségrégation dans une sympathique moyenne, c'est-à-dire l'échelle régionale. C'est bien pourquoi la DG XVI s'occupe " des régions et de la cohésion ".

M.V.

Compétitivité

Mise en scène d'abord par Intervilles, puis Jeux sans frontières, la compétitivité est maintenant l'affaire des chaînes cryptées que sont les grands cabinets de bench marking, sorte de jeux olympiques du management public. Si bien qu'à la place de " Provins bat Domodossola dans l'enthousiasme, les Belges de Poperinghe bons derniers ", on a maintenant : " Genève et Amsterdam, au premier rang pour l'accueil des investisseurs, les grandes villes françaises toujours pénalisées par les conditions de l'employabilité ". Les lois de la compétitivité sont les mêmes pour tous, mais tout de même : qu'est-ce qu'on s'amuse ! La compétitivité est une histoire de facteurs. Lesquels sonnent toujours deux fois, comme on sait. La première pour le drame, la seconde pour la farce. Et Intervilles est bien antérieur au bench marking.

M.V.

Complexité

So what ?

D'éminents spécialistes l'ont dit, des philosophes l'ont écrit sans complexe : nous vivons dans la complexité. Autrefois, non. Autrefois, les choses étaient simples, tout simplement. L'Etat prospectait, programmait, planifiait sans vergogne. Les décideurs décidaient, les fonctionnaires administraient. La République disait le droit et ses élus, du moins les mieux lotis, tentaient non sans succès de s'en éloigner. Oui, mais voilà, le monde est devenu complexe. Le chômage ? Complexe. L'exclusion ? Complexe. La maîtrise d'ouvrage ? Complexe également. Réunis en club, des experts avertis en débattent. La complexité elle-même est devenue complexe. Alors, camarade, il faut apprendre à penser la complexité, à l'appivoiser, à la domestiquer, comme disent aujourd'hui les penseurs. Il faut apprendre à penser le tout dans la partie, le dedans dans le dehors, l'envers dans l'endroit, le futur dans le présent. Et comme si cela ne suffisait pas, le monde est aussi devenu incertain. Alors l'action... Heureusement, il reste quelques questions face auxquelles il n'y a pas à hésiter. L'insécurité par exemple : là au moins les choses sont simples, n'est-

ce pas ?

M.O.

Garbage model

La complexité appelle les professeurs-je-sais-tout des sciences sociales comme le miel attire les ours du Canada : l'empressement est authentique, mais est-ce une raison pour en mettre partout ? L'attrance pour la complexité relève souvent d'une posture scientifique surplombante cherchant à tout prix à mettre en équation l'irrationnel et le bordel ambiant. Adopter la clause de complexité, c'est postuler de façon définitive que les comportements ne s'expliquent qu'à l'aune d'un cadre interprétatif très sophistiqué. Dans les réserves fauniques de Gaspésie par exemple, on ne savait pas pourquoi les ours ne parcouraient plus les rivières pour pêcher le saumon. Les chantres de la complexité ont résolu l'énigme en utilisant le célèbre concept d'Olsen et March dit du *garbage model* : les ours préfèrent vider les poubelles des campings à touristes parce que le saumon y est déjà fumé. CQFD.

A.F.

Concertation

Musique de chambre

Partition orchestrée pour partenaires officiels du pouvoir, conversation policée à base de connivences et de concorde, art de la gouverne éloquente, sans tambour ni trompette mais avec force violons. Il faut dire que dans la fosse des concertations, les groupes d'intérêts ont su très tôt apprivoiser les harmoniques d'une musique de chambre plutôt feutrée. Principe de base : donner à chaque filière son grand cor, son jargon et ses rituels. Règle numéro deux : savoir habiller les revendications catégorielles de trilles et de tremolos appuyés sur le bien commun. En trois : multiplier les répétitions dans les antichambres du pouvoir politique pour traquer les fausses notes et tester les accords nouveaux. Un seul objectif au final : jouer une mélodie consensuelle sur l'intérêt général. Mais justement, et c'est là où ça grince depuis quelques années, on découvre désormais quelques chefs d'orchestre qui réfutent les classiques du répertoire corporatiste pour bricoler des airs baroques et des concertos (locaux) pour violon désaccordé. Dans les villes et dans les régions par exemple, des élus et des fonctionnaires territoriaux s'essaient volontiers au hip hop, à l'opéra comique, au folk country ou aux fanfares locales. Déconcertant. Les Conseils de Développement des Communautés d'Agglomération annoncent-ils des dissonances croissantes dans la symphonie républicaine ?

A.F.

Allegro, ma non troppo

Concertation : en faire, oui, mais pas trop. C'est tout l'art du prince et de ses conseillers que de savoir l'administrer, la concertation. A n'en faire pas, on s'expose assurément à la critique, en ces temps de désenchantement politique. Mais à trop en faire, à donner, au-delà de raison, la parole aux populations, on court le risque qu'elles la prennent – ce qui, convenons-en, détournerait honteusement la procédure de ses objectifs. A n'en pas douter, la concertation est

la plus périlleuse des sciences politiques. La consigne, pourtant, est implacable. Nul projet (voir ce mot) n'y échappe, rares sont les politiques à s'y soustraire. Que l'on trace une route, que l'on implante une fontaine, que l'on réhabilite, détruise ou construise, il faut concerter, concerter encore, concerter toujours. Quand les textes n'en veulent pas, la population en réclame. Quand elle se tait, ce sont les faux-frères, ceux de l'opposition, qui la revendiquent. Tel Sisyphe, condamné à répéter en vain le même geste, l'élus moderne concerte, consulte, suscite des avis qu'il devra ne pas suivre. Situation tragique que celle-là ! Ne pouvant échapper à ce malheureux destin, nos démocrates locaux se tournent alors vers l'Etat et, pathétique témoignage de leur aliénation, réclament avec solennité " plus de concertation " !

M.O.

Consensus

Oui, non, si ?

Mot dont les sonorités nous mettent d'emblée à la limite de la grossièreté. Le fait qu'il soit invariablement " mou " n'arrange pas l'affaire. La consonance latine, qui lui donne un petit côté savant, l'a cependant sauvé de la déchetterie de la rhétorique. Et finalement, c'est heureux ! Car l'invocation du consensus rend d'immenses services pour surmonter les contradictions : " nous étions bien d'accord que même en désaccord, nous serions d'accord, non ? Il faudrait un minimum de consensus... ". De plus en plus fréquemment gouvernée par des vieillards, qui finissent toujours par estimer que la leçon de leur longévité (politique) est " qu'il faut laisser du temps au temps ", la France a fini par se complaire dans l'idée que la politique est l'organisation du consensus, alors que l'histoire a prouvé abondamment que c'est tout autant celle de la dispute. C'est vrai qu'il y a un âge pour tout. Et pourtant, quel consensus sans dispute préalable ? On pourrait au moins se mettre d'accord là-dessus, non ?

M.V.

Après la descente aux Enfers

Une fois Don Giovanni happé par les foudres de l'Enfer, le consensus peut prendre place entre les personnages de Lorenzo da Ponte. Sur quoi repose-t-il ? En apparence, sur la satisfaction que procure un retour à l'ordre établi, qui passe par l'anéantissement de la flamboyante racaille qu'était Don Juan. Chacun a mis du sien dans sa traque, sa dénonciation, sa mort. Le consensus est donc l'aboutissement de cette convergence de forme. Mais il ne porte que sur l'apparence. Dans le fond des pensées de chacun, le deuil qu'implique ce consensus est terrible. Leporello perd un maître unique, dont il vivait les aventures par procuration. Elvira se défait du rêve d'être un jour la seule qui compte. Donna Anna voit s'ouvrir une page de sa vie où l'émoi n'a plus de place. Don Ottavio aura éprouvé dans ce dénouement toute la lâcheté qui le caractérise. Le consensus ou la nostalgie de la liberté. Exercice : appliquez cette analyse au vote de l'intérêt communautaire (voir ce mot) dans votre intercommunalité. Où est Don Giovanni ? Dites pourquoi.

E.N.

Contractualisation

Naguère, L'Etat promet par contrat de Plan à la région Alsace un grand anneau magique et somptuaire baptisé Synchrotron. Puis l'Etat faillit à sa promesse et porta finalement l'anneau au pied des Alpes. La petite sœur poursuivit l'Etat devant les tribunaux pour rupture de contrat (Communauté Urbaine de Strasbourg vs Etat Français). Le verdict du Conseil d'Etat fut que cette sorte de contrat (et par extension toute la politique contractuelle) était bien particulière puisqu'elle n'engageait finalement à rien les parties liées : pas de contraintes, vive le contrat! Ô Labiche, que n'eus-tu écrit sur le ridicule des héritiers de tes bourgeois pour qui au contraire le contrat de mariage était ce qu'il y avait de plus sacré! Mais peut-être faut-il remonter encore plus loin dans la littérature pour comprendre le fin mot de l'affaire. Souvenez vous du mariage de Figaro : le Comte, pour empêcher l'union de Suzanne et de Figaro, lui met en travers de son chemin Marceline, qui poursuit Figaro pour rupture de promesse de mariage. Au cours du procès, coup de théâtre : Figaro découvre que Marceline est sa mère, et que toute promesse de mariage était impossible. Voici pourquoi la contractualisation ne vaut pas tripette devant le juge : après 20 ans de décentralisation on découvre que les relations entre partenaires (voir ce mot) sont encore trop incestueuses.

F.S.

Couche d'ozone

Trous nécessaires

La couche d'ozone est connue du grand public depuis qu'elle a des trous. Ce qui prouve que sans ces trous elle n'avait aucun intérêt. C'est par une perversion de scientifiques, qui n'ont rien de mieux à faire que d'aller mesurer ses trous pour se rendre intéressants, que nous sombrons dans la morosité collective. Pourtant il suffit de songer à la rudesse de la vie sans ces trous pour que ce spleen disparaisse en fumée comme cette couche en lambeaux. La terre étant moins réchauffée on ne pourrait pas faire des économies d'énergie. Quand aux effets de serre si ça permet de faire pousser plus de fraises et d'asperges hors saison, seuls les esprits chagrins ou les allergiques s'en plaindront. Aussi avant de s'inquiéter de la raréfaction, de cette couche, les scientifiques devraient y réfléchir à deux fois, il nous en restera toujours assez pour un suaire.

C.S.

Deux couches

C'est tellement bon, l'ozone, qu'il faudrait en remettre une couche, mais pas une couche percée comme maintenant, non, une couche ultra-protectrice contre les ultra-violets, sinon ça va donner un coup de chaleur à la zone chaude. A ne pas confondre avec le mélange gazeux qui produit l'autre ozone, méchant celui-là, qui rend malade les surveillants de l'atmosphère des zones urbaines soudain irrespirables, mais guère les automobilistes qui, l'air de rien, continuent à rouler comme à l'ordinaire (même au super plombé). L'ozone, c'est comme le cholestérol : puisqu'il y en a du bon et du mauvais, il n'y a pas de mal à se faire du bien.

G.B.

Désenclavement

Idéal moi rural

A la fin des années 1980, en visite à Florac (Lozère), le président Mitterrand se prit pour Guizot. Pris à témoin par la fine fleur de la sous-préfecture, qui déplorait qu'entre Causses et Cévennes le développement demeurât naturellement entravé, Oncle-le-Grand eût cette tirade : " Désenclavez-vous ! ", qui en laissa pantois plus d'un. En ce pays de fines lames, les brumes de l'enclave étaient-elles déplacées ? Les braves de l'enclume cévenole ne s'étaient-ils pas construits leur propre gloire dans un espace clos, impénétrable aux dragons de Louis XIV comme aux divisions du Reich ? Pour un chef d'Etat pétri d'histoire, désenclaver Florac n'était-ce pas trahir sa mémoire ? Pas seulement. Si l'on prête une oreille attentive au discours de l'enclavé, on en perçoit toute l'ambivalence. D'un côté le désir d'être un autre, relié, réseauté, desservi, branché...., de l'autre celui de préserver, de durer, de maintenir ce qu'on appelle un art de vivre, une culture, une identité. D'un côté l'idéal du moi, soit une image que l'enclavé perçoit bien sûr comme extérieure à lui-même ; de l'autre le moi rural, où se projette la longue et cruciale identification locale. De cette contradiction peut naître une profonde et dangereuse névrose narcissique. Sigmund Mitterrand l'a bien compris, qui opta pour la seule position grammaticalement possible, car totalement ambiguë : " désenclavés, vous ? ”.

E.N.

Eucharistie ingrate

Quel a été le premier désenclavement de l'histoire ? Le Grand Larousse du XX^e siècle nous l'apprend avec son premier exemple : " L'enclavement d'Avignon a cessé avec la Révolution Française ”. Comment ne pas y voir un signe du destin ? Certes, on pourrait objecter que la Révolution Française ayant proclamé que la nation était une et indivisible, ce premier désenclavement aurait dû être le dernier. Or depuis deux siècles, la répétition frénétique du geste auguste du désenclavement est au fondement de l'Aménagement du Territoire, avant même qu'on songe à l'appeler ainsi. La réabsorption d'un corps par celui qui l'inclut est ainsi devenue comme une eucharistie républicaine où la communion serait communication, naguère ferroviaire, aujourd'hui autoroutière et néo-technologique. Il n'y a donc pas de raison que cela s'arrête. D'ailleurs, pensons à Freycinet, l'homme qui irrigua presque le moindre canton d'un canal ou d'un chemin de fer. Il fut de tous les hommes politiques de la III^e République, celui qui a le plus fréquemment exercé le pouvoir. Candidat à la présidence de la République contre Carnot, il perdit et y gagna de ne pas mourir assassiné deux ans plus tard, pour finir Inspecteur Général des Mines de 1^{ère} Classe, comme l'enterrement du même nom. A bon entendre : aux grands désenclaveurs, la patrie est ingrate, mais la vie est plus sûre.

F.S.

Espèces d'enclavés

Soit un pays rural isolé. Qui veut, à l'évidence, se " développer ”. Une seule

solution, une fois épuisés les charmes consanguins du développement endogène : le désenclavement. Pour les derniers Saint-Simoniens, le client est idéal : alors nos ingénieurs des ponts jettent leurs viaducs, tracent leurs quatre voies et percent leurs tunnels ; autant de canaux d'irrigation qui vont apporter les capitaux naturellement américains, les touristes forcément allemands, et les retraités hollandais par nécessité. Soit l'antithèse : le quartier d'habitat social enclavé, coupé du monde, formant ghetto d'où la " culture du pauvre " interdit aux jeunes de sortir et à la police de rentrer. Qui doit, à l'évidence être remis dans le circuit. Saint-Simon n'est plus de mise : place aux démolisseurs. Les barres s'effondrent, les tours implosent, le paysage se troue de perspectives néo-hausmaniennes. Bientôt, les grandes familles (comprendons : les ménages étrangers) seront désenclavées (comprendons : guidée vers la lointaine périphérie) bientôt le quartier sera désenclavé (comprendons : il aura disparu). Il ne s'agit, on l'aura compris que d'un sarcasme : la magie des démolisseurs n'est pas encore parvenue à transformer un quartier d'habitat social en quartier résidentiel, pas plus d'ailleurs, que la science des bâtisseurs n'est parvenue à faire d'un désert rural une oasis pour retraités. Mais prenons garde aux désenclaveurs : un jour, ils pourraient bien réussir.

P.E.

DOCUP

Document à remplir en Préfecture de Région, indispensable pour que la France parvienne à engager actuellement à peine le quart des fonds structurels qui lui sont impartis. L'astuce dudit document est de réunir en un seul cadre tous les projets européens qu'on ne fera finalement pas. Comme c'est parfois difficile à programmer, le DOCUP est complété au fur et à mesure de l'engagement des crédits, ce qui fait de lui un document stratégique pour l'évaluation. En effet, tout ce qu'on n'a pas fait dans les programmes non consommés est autant d'objectifs de non consommation des programmes à venir. Lorsqu'on connaît l'âpreté de la négociation des fonds structurels (voir ce mot) entre pays, on mesure à quel point le DOCUP est utile. Le DOCUP est soumis à l'approbation de la Commission européenne, qui ne voit pas d'inconvénient à ce que la France ne dépense pas ce qu'elle réclame : moins les crédits seront utilisés, plus le DOCUP s'épaissira d'intentions réitérées, et plus il sera nécessaire d'augmenter les fonds structurels, dont la contribution de la France. Pour que ce soit encore plus clair, la DATAR a mis en ligne un logiciel de gestion de l'ensemble des DOCUP. Ce logiciel s'appelle PRESAGE : Docup pas d'ça Lisette !

M.V.

Durable

De la barbarie au barbarisme

Le développement nous éloigne de la barbarie, le développement durable nous rapproche du barbarisme. " Nous, villes européennes, signataires de la présente charte, déclarons qu'au fil de l'Histoire, nous avons connu des empires, des Etats et des régimes, et nous leur avons survécu ; nous avons subsisté comme centres de la vie sociale, supports de nos économies et gardiens de la culture, des

héritages et des traditions et qu'avec les familles et les communautés voisines, nous avons été les organisations de base de nos sociétés et de nos Etats, les centres de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de l'éducation et du pouvoir". Ceci est le premier paragraphe de la Charte d'Aalborg, dans sa version française, texte très officiel du développement urbain durable en Europe, qu'un nombre non négligeable de maires de villes françaises ont signé. Il est plus que probable qu'ils l'ont signée les yeux fermés : outre le ridicule qu'il peut y avoir à souscrire à une telle grandiloquence, il est manifeste que ce texte accumule les barbarismes : qui diable a entendu parler, notamment, de " communauté voisine " en français ? Quand bien même on rétablirait l'expression plus propre de " communauté de voisinage ", cette notion est bien exotique pour un esprit français, mais quelle importance ? Durable étant déjà une mauvaise traduction de " sustainable ", ces voisins sont de la famille. Les Empires avaient sans doute une diplomatie plus pointilleuse, mais puisqu'ils n'ont pas duré...
F.S.

La fin de la morue gaspésienne

Développement durable : oxymore d'origine canadienne française. En son nom, les grandes compagnies de pêche ont d'abord épuisé la ressource en morue en 20 ans, entre la Gaspésie et Terre Neuve. Puis les grandes compagnies de foresterie ont repris le principe pour en finir avec la forêt québécoise. En effet, dans les deux cas, le principe du développement (en)durable guidait les rythmes d'exploitation censés garantir le renouvellement de la ressource pour les générations futures : une prévision scientifique, puisqu'informatique, de " jusqu'où on peut encore aller dans la prédation en promettant à nos enfants que leur tour viendra " était alors la clé du discours de la " soutenabilité ", devenu " durabilité " en traversant l'Atlantique. Ô surprise ! Les prévisions se sont révélées trop gourmandes, et après 20 ans de développement durable, il ne reste plus de morue, et juste assez d'arbres pour cacher la forêt rasée. Depuis, le développement durable est d'un commerce global (voir ce mot) : en son nom, les pays riches achètent aux pays pauvres des droits durables à polluer. Et comme l'appétit vient en mangeant, on entend de plus en plus dans les forums économiques où se retrouvent les prédateurs globaux, ce qu'on entendait, enfants, au fond des réfectoires : " durable ! durable ! ".
M.V.

Kit mains libres

Durable : adjectif prescrit sans ordonnance (mais non sans importance) pour penser et panser les grands déséquilibres planétaires, des nuages radioactifs aux pluies acides, des OGM à la vache folle, de l'erreur boréale à l'horreur amazonienne, de l'Erika au Prestige, des golfs en plein désert aux canons à neige au cœur des Alpes. Si cet onguent 100% bio provient plutôt des sphères scientifico-militantes, il embaume aujourd'hui indifféremment les entreprises, les administrations et les associations d'usagers. Son succès vient sans doute de ses vertus moralisantes et prescriptives, dans une vision du monde légèrement janséniste où le salut ne serait plus religieux mais environnemental et réglementaire. Il faut être durable (ou ne pas être) pour survivre aux défis écologiques du nouveau siècle. A noter que le produit est aussi disponible en

adjuvant de salon (la durabilité est du meilleur effet dans les discussions mondaines), en kit mains libres (pour ne pas renoncer à la voiture individuelle ...) et en pilules vitaminées (celles qui garantissent le bonheur). Pour la version américaine, relire Raymond Curver.

A.F.

Elargissement

Anglicisme

“ L’enlargement ” version anglaise, c’est l’agrandissement. Cette faille de translation traduit peut-être les idées larges qu’on a pour l’Europe, puisque les politiciens ont toute latitude pour l’élargir en longitude. Pour la latitude, donnez-moi vos coordonnées car ce sera plus long, surtout vers le Sud Méditerranée. Actuellement, certaines contrées pensent que l’Union a déjà des habits trop larges, surtout du côté de la Manche. Les Britanniques, dans leur opinion, estiment que l’élargissement est une sévère déception, car l’Europe aura une cote mal taillée dans le futur, et ne manquent donc jamais une opportunité pour reluquer vers le grand large, horizon jugé plus soutenable. Un groupe de prospective DATAR sur l’Europe a pourtant excellé dans de généreux scénarios taillés très larges (L, XL, XXL...), mais qui créeraient un dramatique changement en terme d’impact s’ils s’achevaient. Bref, l’élargissement est un problème de taille, car même si *my taylor is rich , he wants his money back* .

G.B.

Eligible

De l’assiette au verre

A Bruxelles, un agent de développement d’obédience locale interpelle, au comble de l’inquiétude, un commissaire européen d’appartenance globale pour savoir quel est donc le montant de l’assiette éligible pour son AOC certifiée à 12 degrés. Au palais Brognard, un agent bancaire se demande, au comble de l’excitation, si ses SICAV sur la filière viticole vont être éligibles au PEA du Crédit Lyonnais. Quelques mois plus tard, dans les caves mal éclairées de la coopé agricole de Pougnes-Hérisson-Le-Haut, le maire (et président de la communauté de communes) sert une nouvelle tournée du chardonnay local au développeur local, au commissaire global et à l’agent bancaire. Il est visiblement au comble de l’amusement en imaginant la tête de son arrière grand-père, celui-là même qui planta les fameuses vignes et fut élu premier conseiller général du canton en 1871. Pour faire simple, deux grilles de lecture s’affrontent sur la question des éligibles. La première concerne l’éligibilité technocratique, celle des zones, des territoires, des projets (voir ce mot), des publics, de la population, des dépenses, du budget, du pays... Les critères sont connus, quantifiables et sans appel. Leur définition a fait l’objet d’impressionnants arbitrages entre les détenteurs du pouvoir à Bruxelles (voir ce mot) et dans chaque Etat membre. La deuxième repose sur une explication plus anthropologique de l’éligibilité, celle des groupes sociaux qui n’existent à l’échelle européenne qu’à l’aune de leur patrimoine politique, de leurs réseaux et de leur hérédité élective. Les éligibles des financements européens pourraient ici préfigurer la fameuse citoyenneté

européenne : ne seraient en définitive retenues que les communautés locales où préexistent des rituels culinaires fortement inscrits dans le subconscient collectif européen. Un p'tit Armagnac pour la route ?

A.F.

Dernier entré, dernier servi

Comment faire oublier aux Européens que le budget de l'Union représente 1,4 % du PIB de l'Europe, tandis que l'ensemble des budgets nationaux en fait 55 % ? En inventant les zones éligibles, pour se partager dans une excitante mobilisation (voir ce mot) une petite partie de ces 1,4 %. Les politiques adorent les zonages (voir ce mot), qui font des jolies cartes en couleurs et stimulent beaucoup de débats. L'éligibilité est un principe de discrimination territoriale positive chèrement acquis, qui ne vaut vraiment qu'à condition d'en priver autant que possible les autres, trop d'éligibilité tuant l'éligibilité. Vous êtes une région pauvre dans un pays riche ? Souriez, vous êtes éligible ! Vous êtes un pays pauvre dans l'Europe des 15 ? Réjouissez-vous, vous l'êtes davantage encore ! Vous êtes candidats à l'entrée dans l'Union ? Riez un bon coup du tour que vous allez jouer aux précédents, mais ne vous leurrez pas trop longtemps : pour être éligible, il ne suffit pas d'être pauvre, ou fragile, encore faut-il être pauvre, ou fragile, dans un ensemble riche... et pas trop nombreux. Immoralité : dans l'Europe sociale-libérale et démocrate-chrétienne, toujours les riches aideront les pauvres, et toujours ils veilleront à ce que les uns et les autres le demeurent.

M.V.

Ensemble

Fantôme de l'unanimité, condition arithmétique de la victoire, le " tous ensemble " est venu apporter une rythmique de premier choix aux manifestations de rue (quick-slow-slow). Mais rendre dansants les défilés n'est pas sa seule qualité. " Tous ensemble " c'est aussi bien 2 000 selon la police que 20 000 selon les organisateurs. Aussi bien les 90 % de votes pour la grève reconductible du lundi matin (17 présents), que les 32 % de grévistes laborieusement décomptés par le chef dans l'établissement déserté le mercredi suivant. " Tous ensemble " on n'est peut-être pas au complet, mais on se serre les coudes comme dans la ronde et gare au maillon qui faiblit. " Tous ensemble ", on ne l'est pas forcément pour les mêmes raisons, mais c'est d'autant plus nécessaire de s'inviter à le rester. " Tous ensemble ", il arrive qu'on ait un peu perdu de vue pour ou contre quoi, mais alors c'est encore plus important de ne pas s'isoler. Et quand on a perdu tous ensemble, on peut toujours garder les pancartes, puisque la prochaine fois pour l'emporter il faudra être : " tous ensemble, tous ensemble, ouais ! Ouais ! ".

M.V.

Equilibre

Tout est question d'équilibre

Entre villes et campagnes, entre centre et périphérie, entre riches et pauvres, entre

emplois et logements, entre héritage et modernité, entre solidarité et efficacité... Par l'équilibre on atteint l'harmonie, qui est le Graal de l'aménagement du territoire, tel que Claudius-Petit en a énoncé les fondements. La merveilleuse polysémie du mot (Petit Larousse : " 1. Etat de repos résultant de forces qui s'annulent. 2. Pose acrobatique tenue la tête en bas. 3. Juste combinaison d'éléments en harmonie. 4. Bon fonctionnement de l'activité mentale ". Etc.) nous rappelle que la revendication de l'équilibre est l'équilibrisme, attitude politique répandue. On peut appeler à l'équilibre au nom de l'équité, ou de la solidarité, ou de la cohésion (voir ce mot), et inversement, ce qui signifie que tout cela n'a guère de sens (au sens propre " d'orientation "). La quête perpétuelle de l'équilibre, c'est-à-dire de l'état stable, dans un monde invité de toute part au mouvement, au changement, au dépassement, n'est malgré tout pas si vaine. Elle est à l'imaginaire aménageur ce que le point de fuite est à la perspective : un endroit de la construction qui n'existe pas en soi, mais vers lequel tous les regards et toutes les intentions convergent. Mais reconnaître que l'aménagement, comme la marche à pied, n'est qu'une suite de déséquilibres, n'annonce pas pour autant où il conduit : c'est affaire de trajectoires, de bifurcations et de choix. En débattre au nom de l'équilibre est une des fameuses apories de l'aménagement du territoire.

M.V.

Tout s'équilibrera

Quand viendra le dernier jour

Du Grand Appel à Projet

Et résonnera le dernier coup de trompe

Du Grand Arbitrage

Tout s'équilibrera

Le chou fleur de Saint-Pol et la vache silésienne

La prime à l'arrachage et la prime à l'abattage

Decazeville et Monaco

Tout s'équilibrera

La ville forte et la cité diffuse

Le vélo et l'auto

Le yellow cake et l'éolienne

Tout s'équilibrera

La retraite de Russie et la traite albanaise

La ligne bleue des Vosges et le blues prussien

La galère de Lépante et les tours jumelles

Tout s'équilibrera

F.S.

Equité

Etre bon, mais être bon

L'équité ne peut pas se comprendre en dehors du triptyque obligé de toute rhétorique aménagiste : solidarité/efficacité/équité. On a bien compris que l'équité permettait d'en finir avec le fantôme de l'égalité dans une république issue de diverses révolutions (d'ailleurs, si " les hommes naissent et demeurent

libres et égaux en droits, les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité publique", donc dans les faits, les inégalités sont socialement fondées, par conséquent les inégalités territoriales y compris). Mais même débarrassée du fardeau de l'égalité, la morale démocrate-chrétienne dans laquelle baigne toute l'idéologie européenne de l'aménagement du territoire est embarrassée : comment concilier l'impartialité, le "sens naturel de la justice qui respecte le droit de chacun" (équité), et le partage, le "devoir de dépendance mutuelle entre les hommes" (solidarité) ? Touche pas à mon équité ? Le salut est venu d'un troisième larron : l'efficacité, nouvel intrus dans un vocabulaire qui était adapté aux politiques destinées, jusque dans les années 70, plutôt à refroidir les régions dynamiques, qu'à les rendre encore plus compétitives. Le triptyque équité/efficacité/solidarité trouve alors son équilibre. La démocratie chrétienne adore le juste milieu : l'équité devient ce balancement typiquement judéo-chrétien entre ce qu'il faut faire pour être bon (i.e compétitif, donc efficace), et ce qu'il faut faire pour être bon (i.e charitable, donc solidaire).

M.V.

Excellence

L'ambassadeur et les singes

Nous voilà tous sommés d'y tendre. Votre excellence : les territoires s'avancent (comment refuser de devenir meilleurs ?). Aux dîners de l'ambassadeur pourtant, certains font un four. Après le marketing, la démarche stratégique, le lobbying, voici venu le temps de l'excellence. Que d'exigences ! A grand renfort d'auto-certification, de règles, de discours, de classements et de palmarès, le territoire s'ingénie à singer l'entreprise. Pourra-t-on résister à une telle lame de fond ? Devant tant d'exigence ou de prétention, certains se dressent, prêts à relever le défi, prompts à s'engager dans la compétition des "territoires qui gagnent", un challenge digne des maîtres du monde. D'autres renoncent faute de moyens et continuent à avancer à leur rythme en faisant le moins mal possible. D'autres échouent à vouloir toujours faire mieux. D'autres, enfin, se bloquent et n'avancent plus, tétanisés par l'enjeu. Le mieux est l'ennemi du bien.

L.G.

Totem tabou : ta mère !

Paradoxale par principe, l'excellence sert aussi bien à désigner un dignitaire ordinaire d'ancienne origine, qu'un mérite extraordinaire qui justifie... un prix d'excellence. Ordinaire d'Ancien Régime et extra-ordinaire de la République : elle a donc toutes les qualités toquevilliennes requises pour figurer au rang des totems de la démocratie française. Toutes ? Non. Dans un petit quartier de Mantes-la-Jolie, Mouloud est désormais bien connu. Avec ses potes, il a investi une grande énergie et ses économies pour inventer un groupe de rap. Fort du soutien de la municipalité, il recherche désormais un financement pour développer son art. Au hasard du dossier qui le rendra éventuellement éligible (voir ce mot) aux subventions du Ministère de la Culture, il tombe sur un mot : excellence. L'assistante sociale l'assure qu'il s'agit d'un critère d'éligibilité. Diantre, qu'est-ce donc là ?, se dit Mouloud. Renseignement pris, le Ministère confirme : le projet (voir ce mot) doit faire la preuve de son excellence artistique.

Mouloud n'en saura pas plus. Et pour cause : sur ce qu'est l'excellence, la discorde publique fait rage, sauf sur un point : conservons à cette notion sa part de mystère ; ne la rendons pas trop objective. Gardons-lui son parfum d'arbitraire qui rend possible une sélection sereine des projets. Comment le totem est-il devenu tabou ? L'excellence désigne le haut du panier. Dès lors qu'explorent le nombre d'unités (Mouloud, Boulez, Christie, Salvador, IAM, Denez Prigent...) et de référents (création artistique, service public, intégration sociale, développement local, innovation culturelle...), l'excellence devient énigmatique : une valeur-refuge qui ne peut plus dire son nom. A l'amère patrie qui lui oppose l'excellence, Mouloud ne peut que répondre : " ta mère ! ", ce qui, en mantois, signifie : " qui t'a fait roi ? ".
E.N.

Fonds structurels

Bonneteau européen

Mécanisme génial qui est à la solidarité communautaire ce que le bonneteau est à la caisse de prévoyance. Vous mettez de l'argent dans un pot commun, la Commission l'agite dans tous les sens. Am'stram'gram, PIC et PAC et FEOGA, bourre et bourre et INTERREG, URBAN II et LEADER + , pique dame ! Des fois vous retrouvez votre mise de départ, des fois non. Ce qu'il y a de structurel dans cette affaire, c'est le faux hasard par lequel l'argent retombe toujours aux mêmes endroits. Et comme au bonneteau, moins on sait (par) où passe l'argent, plus on mise gros.

M.V

Des sous comme aux Polonais

En matière de mots valise, l'Europe est souveraine. Mais en préférant l'appellation " fonds structurels " à celle de " formes substantielles ", proposée par un italien, la Commission a pris un risque. Car l'association de deux termes contradictoires (ici fonds vs structurel) ne fait pas toujours recette. Souvenons-nous des expressions " Général De Gaulle ", " Démocratie Française ", ou encore " Vierge Marie " qui ont, chacune à leur manière, défrayé la chronique. L'oxymore n'est pas à la portée du premier venu. Tout le monde n'est pas Corneille et son " obscure clarté ", ni Pierre Siniac et son " lapin chasseur ". Avec " Fonds Structurels ", l'Union a joué avec les mots, brouillant les cartes et braquant les Corses. Heureusement, l'Europe s'est rattrapée en s'adressant directement à notre foi et à nos cœurs. Il le fallait pour faire croire aux paysans de la Mancha que Keynes était encore en vie, et qu'il siégeait à Bruxelles (voir ce mot). Un peu des fortunes hollandaises pour améliorer l'ordinaire, autour de Ciudad Real, et voilà l'Européen fidélisé. Nombreux sont les sans grades qui ont cru, sincèrement, que lesdits fonds viendraient à leur secours. Bien sûr, ce sont eux qui ont renoncé à leur bénéfice, au bout du sixième mois de travail assidu pour tenter de remplir le formulaire. Pendant ce temps, la Reine Béatrix de Hollande, elle, avait su, à la perfection, manipuler l'additionnalité, la complémentarité, le partenariat (voir ce mot) pour le plus grand profit de ses domaines agricoles italiens. Quoi ! ? Au cœur même de la banane bleue, derrière les façades royales et opulentes, une reine faisait la manche pour sauver ses

champs, ses fleurs et ses arbres ! La Commission, elle que l'on juge si souvent technocratique, a entendu puis financé, jusque derrière La Haye, les larmes d'huile d'olive de la monarchie ! Voilà l'Europe que nous aimons, sensible et proche des vraies souffrances. Grâce aux fonds structurels, plus de doute : l'Europe sera chrétienne ou ne sera pas.

E.N.

Uniquement sur ordonnance

Fortifiants à base d'essences d'euros destinés à redonner brillance et éclat à des territoires en difficulté. Disponible en deux formules : la n°1, réservée aux maux les plus intenses et la n°2, plus largement diffusée. Utilisés à grande échelle depuis 1989, les fonds structurels doivent être manipulés avec précaution suivant la notice jointe à tout programme de soins. En effet, une mauvaise manipulation des produits peut donner lieu à des déperditions et à un gaspillage de liquide. Une courbe d'utilisation optimale est jointe à tout flacon. L'accoutumance au traitement sur des durées dépassant sept années peut provoquer une habitude désagréable (perte d'initiative, manque de projets, laisser-aller) qu'il convient de sevrer au plus vite. En effet, le traitement doit être interrompu progressivement (par *phasing out* dit le corps médical de Bruxelles) dès l'arrivée d'une amélioration notable, estimée en fonction des quantités consommées. Compte tenu du grand nombre de malades annoncé à partir de 2005, le traitement sera réservé aux cas les plus graves. Des recherches en cours devraient substituer au traitement actuel des dosettes individuelles disponibles en divers parfums : brillance de l'espace rural, éclat de l'industrie en crise, etc. On prévoit même des dosages en rapport avec le climat : méditerranéen, alpin, atlantique, etc.

F.T.

Génération futures

Aujourd'hui, deux possibilités s'offrent à l'homme politique en quête de justification de son action : soit invoquer la démocratie et interpréter les voix d'un vote qui n'a plus rien de représentatif, soit invoquer les générations futures et interpréter la parole de ceux qui ne l'ont pas encore demandée. La politique est un art divinatoire capable de lire les volontés des citoyens entre les blancs des bulletins et dans les boules de cristal durable. Et les générations passées alors, n'ont-elles rien à revendiquer ? En tendant bien l'oreille, il doit bien y avoir un moyen de recueillir quelques voix d'outre-tombe. A vos guéridons !

E.M.

Gens

Mes amis les gens

Il y a les braves gens, les bonnes gens, les mauvaises gens, les gens de peu... et les gens tout court. Tout court : triste, sans caractère, sans qualité, que l'on ne veut ou n'ose définir, qui n'a même pas de sexe. Les gens ça permet d'échapper à la fois au face à face entre individus ou de ne pas se mettre à dos un collectif. Si le terme est par excellence générique, il a dé-génééré. Le caractère valorisant du rattachement à une espèce ne présente plus beaucoup d'intérêt face à la nécessité

qu'éprouve l'individu de s'affirmer en tant que tel. Mais malgré leur peu d'intérêt on est parfois bien content qu'il y ait encore des gens, quand s'en distinguer est le dernier moyen que l'on a de s'affirmer.

C.S.

Parano mais presque

La politique, la vraie, consiste à s'occuper des " vrais gens ". Les rencontrer, les écouter, partager leurs joies (la petite a eu son brevet) et leurs peines (mais elle va partir en pension), leurs espoirs (améliorer la circulation) et leurs coups de gueule (mais sans faire de déviation), et même perpétuer des rites éminemment anthropologiques (enregistrer les naissances, célébrer les mariages, annoncer les décès...). La question, pour la science, c'est de comprendre comment les élus locaux résistent à cette exposition infernale aux vrais gens et à leurs attentes démesurées et totalement contradictoires. Sous le contrôle de Lacan et de Freud réunis, testons une hypothèse psychanalytique : l' élu n'évite la folie furieuse qu'au prix d'une véritable paranoïa de tous les instants. Il doit aimer ses ouailles comme une poule couve ses poussins, s'en occuper nuit et jour, les commémorer et leurs poubelles ramasser, l'esprit civique leur inculquer, le paradis et le déneigement leur promettre et même les conflits de famille dénouer. Mais dans le même temps, l' élu sans cesse doit déjouer mille et un complots compliqués, traquer les voleurs de poules et les noceurs nocturnes, se battre contre les incivilités et les esprits malintentionnés, répondre à tous les mauvais procès et surtout de ses alliés se méfier. En adhésion et en adhérence avec les vrais gens, l' élu est nécessairement parano comme le préfet est intrinsèquement jacobin (voir ce mot). L' élu ne conserve son idéalisme passionné pour ses ouailles qu'au prix d'un moi hypertrophié, d'un sentiment de persécution fluctuant et d'une suspicion permanente, d'une obsession récurrente du préjudice (" me faire ça à moi ") et de sa réparation (" ils vont me le payer "). C'est parce que l' élu est parano, mais presque, qu'il aime tant la France d'en bas. Comme dirait Lacan dans son petit séminaire sur les sœurs Papin (et la tante Zézette), " le phallus [de l' élu] est la barre qui frappe le signifié, le marquant comme la progéniture bâtarde de sa concaténation signifiante ". CQFD.

A.F.

Global

Les forces du mal

C'est l'histoire de la grenouille qui clamait partout " j'adôôôre la maaarmelâââde ! " jusqu'au jour où, rencontrant un prédateur spécialisé dans les batraciens à grande bouche, elle admit publiquement sa préférence pour la " confitûre ", en toute simplicité. Le " gloobâââl " est aussi une friandise intellectuelle qui a enthousiasmé bien des théoriciens pour penser une mondialisation épanouie, à visage humain et sachant garder les mains propres dans la tourmente économique. Las... La fameuse démarche globale a aussi donné des idées explosives à certaines forces du mal bien organisées et elle a stimulé la déraison spéculative des industries *high tech* et communicantes de la planète boursière. Du coup, la mode revient à des concepts moins tape-à-l'œil : la proximité (voir ce mot), la confiance, le réseau (voir ce mot). Les militants

anti-mondialisation affichent par exemple le penser global pour agir local en défendant cette veine humaniste qui préfère l'intelligence et la solidarité à la performance et la loi de la jungle. Le problème, c'est que la pensée globale entretient de troubles rapports avec le terrain, souvent considéré comme un simple réceptacle, un théâtre d'action pour mettre en application des principes universels. Or le vrai combat consiste peut-être à penser local, c'est-à-dire à accepter de partir des problèmes tels qu'ils sont perçus et représentés dans chaque configuration territoriale. Comme dirait la grenouille, qui s'investit maintenant dans la politique locale, il faut absolument que le maire participe à la coordination régionale qui doit aller à Bruxelles (voir ce mot) pour verrouiller les réglementations sur la protection des batraciens à grande bouche.

A.F.

Gouvernance

Douces assonances

Nom féminin qui condense les douces assonances et les enivrantes fragrances de l'ambivalence. En moins de vingt ans, la notion s'est invitée dans presque tous les lexiques des mots savants, combinant sans complexe les arts de la gouverne, les vertus du réseau et les atours de la mobilité. Pensée triomphante d'une action collective qui s'émancipe des distances, se moque des instances, et la flexibilité encense. Et pas grand monde pour entrer en résistance face à cette usure du sens. Au secours, Roland [Barthes] ! L'empire des signes vacille quand les mots noient et oublient les acteurs dans un jargon sans élégance. D'autant plus que le vivier langagier des néo-congruences ne demande qu'à s'étendre : durabilitance, nomado-réticulence, eurovirtuence, chartopartenariance, écocitoyence, démo-équiténce, polycentroconfiance... Gardez-le pour vous : il paraît que la DATAR lance des appels d'offrance pour stimuler pareille bombance de signifiances. Vive la science !

A.F.

Blessure narcissique

Pourquoi la Gaule n'aime-t-elle et ne veut-elle pas connaître la gouvernance ? L'énigme se dissipe par une stricte analyse de ce qu'est la gouvernance. 1. La gouvernance est l'archétype de la trahison social-démocrate. Or la social-démocratie a toujours été rare en Gaule. 2. La gouvernance est un processus fondé sur le contrat, le compromis et la négociation. La France (nouveau nom de la Gaule) est, littéralement traduit du chinois, le " pays de la loi ". 3. La gouvernance est un mot sans verbe. Or l'action, en Gaule, suppose le verbe. Elle s'y limite même parfois. 4. La gouvernance pose la question de la contribution du privé au bien public. En Gaule, nous avons le vaccin : les Chambres de commerce. Si la Gaule n'aime pas la gouvernance, c'est qu'elle ne s'y reconnaît pas. Penser, comme certains, qu'elle pourrait devenir la règle et le gouvernement l'exception, telle est la blessure narcissique que ne souhaite pas s'infliger la Gaule. C'est pourquoi le président Chirac, mi-sage, mi-comique, a réservé son premier discours sur la bonne gouvernance en Afrique. C'est bon pour le Bénin, c'est bon pour le Bénin ; c'est bon-bon...

E.N.

Habitant

Catégorie scientifique

Des anthropologues qui ne trouvaient plus aucune espèce sur laquelle n'ait été porté un regard scientifique ont tourné leur regard vers " l'habitant ", au singulier. De ce fait, l'habitant a acquis un statut privilégié, bien supérieur à celui du simple citoyen. N'est pas habitant qui veut : il rentre et sort de sa maison, allume sa télé ou s'engueule avec ses voisins, il salue la boulangère tous les jours quand il fait pisser le chien... Alors, et seulement alors, il est pleinement acteur (voir ce mot) de la " démocratie locale ". Ce n'est pas écrit sur son tee-shirt ou sur sa boîte aux lettres, mais désigné comme tel par la faculté, il est promu au rang " d'habitant ". Comment le reconnaître ? C'est simple : ceux qui, à la poste, font davantage la queue que la moyenne sont les vrais habitants, car selon certains courants d'analyse, moins on a une vie facile et plus on est habitant. La fonction d'habitant, ça se mérite.

C.S.

Un ami qui vous veut du bien

Habitant : espèce d'un genre singulier, manifestant une forte propension à la vie collective. De tous les personnages du jardin démocratique, il est, de loin, le plus populaire, le plus aimé, la plus choyé aussi. L'habitant est discret. Il ne proteste pas, n'exige pas, il habite. On l'associe, on le consulte, on le consulte, et jamais l'habitant ne dit mot. En ville comme à la campagne, il se loge modestement dans la parole du démocrate, peuple ses discours, et, bon bougre, le soutient sans maudire. Mais attention, ami lecteur, l'habitant est plein de faux amis, lâches et pernicious. Le riverain, ce tempérament chagrin, indispose, se cabre dans une irrépressible mesquinerie, se replie dans un égoïsme irraisonné. L'habitant n'a quant à lui qu'un seul rêve : participer, participer encore, animer son quartier, en caresser les projets d'un geste affectueux. Sédentaire mais pas sectaire, il partage, fraternise, d'une fraternité locale, conviviale et chaleureuse qui n'est pas celle du citoyen, l'être sans attache, épris d'abstraction, toujours prompt à brandir la bannière des principes. L'habitant, lui, ne fait pas de politique. C'est un être social, empli de civilité. Il n'encombre pas les lieux publics, respecte le bien d'autrui plus que le sien propre, rechigne à s'inviter quand il se sait indésirable. Vous l'avez compris : sans l'habitant, la démocratie locale serait bien seule...

M.O.

Horizontal

L'horizontal provient des systèmes hiérarchiques mis à bas : les statues des dictateurs finissent toujours couchées. L'Etat vertical était vraiment trop raide. S'est donc ouverte une nouvelle ère politique : horizontale, c'est-à-dire à niveau, égale, bien à plat. La société horizontale ne permet plus qu'on la regarde de haut. Le pouvoir horizontal ne s'exerce plus par la domination. L'action horizontale coince la bulle. Une organisation horizontale est une organisation sans chef, sans palier, ou tout le monde connaît tout le monde. Bon d'accord, au-delà d'une

centaine d'adeptes, cela devient un peu difficile, mais enfin c'est la démarche qui compte. La démarche horizontale est souple, légère. Le regard est bien droit, l'allure dégagée. L'horizon est partout, la brise est douce, le soleil brille (sous certaines latitudes le soleil ne reste pas à l'horizontale, mais on ne peut pas tout changer d'un coup). Il y a aussi la pensée horizontale, la démocratie horizontale, la décision horizontale, toute une éthique de l'horizontalité. L'horizontale est vraiment une belle idée. Dommage qu'il faille se lever chaque matin.

M.V.

HQE

Dans son " Traité du zen et de l'entretien des motocyclettes ", le romancier américain Robert Pirsig raconte le périple salvateur d'un universitaire ordinaire (donc fragile) qui a sombré dans la folie pour avoir engagé une thèse sur " la qualité ". Avec la haute qualité environnementale (HQE), le même, avec ou sans zen et motocyclette, était irrémédiablement perdu pour la raison. Pour la raison que l'expression " qualité environnementale " redouble l'inconnue. Essayez donc de définir la qualité (ou pour gagner du temps, lisez Pirsig) ; essayez donc d'en faire autant avec l'environnement (ou assistez à une demi journée d'un congrès des Verts, le temps manifestement perdu vous en fera gagner). Quant à tenir ces deux inconnues en haute estime, cela n'est guère d'utilité. Mais trêve de définitions, avançons ! Pour le moment, les architectes, gens de bonne volonté (ou parfois prêts à n'importe quoi) sont candidats au label HQE. Ensuite ce sera le tour des urbanistes, à qui reviendra la tâche d'inventer la ville HQE. Elle accueillera alors des gens HQE, vivant dans une société et un système économique (qui pour l'instant s'appellent encore provisoirement " capitalistes ") également HQE. Pour finir toute la planète sera HQE. N'ayons crainte : les labels sont comme les médailles, on peut les recevoir à titre posthume.

M.V.

Interministériel

Jeu télévisé

On a connu " Intervilles " où Guy Lux et Simone Garnier s'amusaient beaucoup. On connaît l'interministériel, où les règles du jeu sont comparables (mettre en scène des concurrents qui se détestent et s'humilient féroce tout en affichant des signes ostentatoires de franche camaraderie). À une différence près : au gouvernement, l'animateur est souvent morose. Interrogez n'importe quel délégué interministériel sur ses expériences réussies de concertation (voir ce mot) entre les ministères : son naturel cynique et légèrement dépressif reprendra immédiatement le dessus, dans un sourire désabusé à la J.R. (sans le verre de whisky). Seule exception à ce jour : les conseils interministériels délocalisés avec la DATAR au fin fond la Lozère. Parole de ministre : on y déguste un pur agneau rôti de l'Aubrac et une petite gnole redoutable ! Et quand le chauffeur du président s'est embourbé dans le pré du Père Albert... On en rit encore. Quelque PAR, comme diraient les aménagistes, les grands messes gouvernementales à la campagne sont à l'interministérialité ce que la troisième mi-temps est au rugby : un vrai banquet qui fait oublier, comme par enchantement, la rudesse du jeu et

mille coups bas lamentables entre administrations, voire des décennies de rivalités partisans et catégorielles. Mais gare au réveil de retour à Paris.

A.F.

Merci Bercy

L'interministériel existe : il est à Bercy. Et même, il est à Bercy ce que les Pompes Funèbres sont au deuil familial : elles s'occupent de tout (le trou, les papiers, tout). J'ai rencontré l'interministériel sur le pont de Bercy, à la sortie du ministère. Il voulait se jeter dans la Seine ; il disait qu'il n'était rien, il tenait des propos incohérents avec des mots sans sens, comme " miat " ou " ciadt ". J'ai pensé lui remonter le moral en lui parlant de la Préfectorale, et d'un poste en province, mais j'ai compris à temps que ce n'était pas le moment. Je lui ai prêté mon mouchoir, il m'a dit " merci " en se mouchant comme un gosse. Alors je l'ai raccompagné chez lui, aux Finances, en essayant de le distraire comme j'ai pu ; je lui ai parlé de régionalisation (voir ce mot), d'expérimentation... Il n'a pas eu l'air de comprendre. Je l'ai regardé monter le grand escalier, et je me suis dit : " ce type, quelle pitié ! Heureusement qu'il a Bercy ". Mais quand j'y pense, je doute : que l'interministériel ait Bercy, soit, mais que Bercy ait l'interministériel ? Depuis, quand je peux, je surveille le pont.

M.V.

Intérêt communautaire

Sésame de l'intercommunalité new age

Norme distinctive de la légitimité (voir ce mot) à agir d'une institution intercommunale, preuve nouvelle que deux négations peuvent conduire à une affirmation. L'intérêt n'est pas, ici, comme souvent, le moteur premier de la communauté. Et celle-ci, le plus clair du temps, ne préexiste pas à l'intérêt qu'elle est censée repérer et exprimer pour elle. La définition de l'intérêt communautaire offre de telles variations locales que le premier acte de jurisprudence administrative est un véritable suspens. Ici, l'intérêt communautaire est un panier, dont les acteurs (voir ce mot) ne connaissent ni les fruits, ni les légumes. Ils en refusent ou en acceptent la composition pour d'autres raisons (confiance et intérêt). Là, il est un exercice obligé, dont on se sort par des termes vagues, tautologiques, pour n'interdire aucune des pratiques héritées. Ailleurs, l'intérêt communautaire, non discuté, fait l'objet d'un vote majoritaire et devient la loi d'airain des oligarques. Enfin, l'intérêt communautaire résulte parfois d'un débat aux allures publiques, qui aboutit à une ratification formelle, et substantielle. Tant que la communauté n'aura de sens que technique, para-politique, et pseudo-démocratique, l'intérêt communautaire continuera de faire suer, quand il ne fera pas rire. Face au petit élu défendant son lieu et ses valeurs, l'intérêt communautaire donne au groupe dirigeant l'agglomération une nouvelle arme : le mépris. Moins il en usera, plus territoriale (voir ce mot) sera sa communauté.

E.N.

Alchimie communautariste

Ses troubles parentés avec le droit européen et le principe de subsidiarité (voir ce

mot) ont vite été gommées : la notion est prisée pour prémunir secrètement les structures intercommunales d'autres " intérêts " redoutables comme les intérêts locaux, les intérêts privés, l'intérêt général, les chasses gardées communales, départementales et régionales, les lobbies ruraux, les grands groupes de services urbains... L'intérêt communautaire s'apparente à un objet juridique transitionnel pour accéder à la maturité intercommunale sans traumatisme de rupture, à un doudou rassurant pour s'éloigner de la mère République en repoussant les questions existentielles à plus tard. Bref, c'est un sésame permettant de confectionner des territoires intermédiaires qui seront à la fois négociés et immanents, juridiques et identitaires, professionnalisés et éthiques... Et l'opération symbolique sera un jour publique : il reviendra demain aux " conseils de développement " de célébrer collectivement cette alchimie communautariste et d'en valider les mystérieuses concordances.

A.F.

Jacobin

Un spectre hante l'Europe fédérale en marche

Mot méchant, maléfique, tare majeure, accusation grave, tache indélébile, part d'ombre du génie politique français. Fonctionne avec son ennemi congénital, dont on évite autant que possible de rappeler la mémoire, cependant : ce serait s'exposer à se souvenir que le girondin, lui aussi, a voulu la République une et indivisible, et même, lui plus que tout autre, la guerre européenne pour l'imposer. Jacobin donc, et sans autre équivalent : le centralisateur absolu, l'unificateur dogmatique, le fossoyeur des régions et du local, l'étatiste sans nuance, et pour finir le bourreau de la démocratie. Peu importe que tous ces traits soient très exactement ceux des ennemis implacables des Jacobins : les Thermidoriens, pour une part, d'abord, Bonaparte, lui surtout, ensuite. Peu importe que les Jacobins ont organisé les premiers des centaines de clubs locaux pour revendiquer le contrôle démocratique des fonctions essentielles de la vie publique. " Jacobin ", la réaction l'a toujours prononcé au XIXe comme une insulte suprême, on la comprend. Pour les rénovateurs d'aujourd'hui, l'agitation du spectre du jacobinisme ne procède pas, espérons-le, de cette même haine du peuple. Au mieux c'est un mot transitionnel, qui vise d'autres cibles, porte d'autres peurs. Au pire, c'est une sorte de racisme politique ordinaire : si tu ne penses pas comme moi, c'est que tu es jacobin, voilà tout. Dans les deux cas, l'usage du mot vise moins au débat qu'à l'élimination : au XIXe siècle l'accusation pouvait vous envoyer en prison ; aujourd'hui elle vous expulse seulement du débat public. On progresse.

M.V.

French touch

A la fois adjectif singulier et nom hors du commun, couramment exporté mais jamais traduit, toujours présent dans l'intelligentsia française mais souvent caché sous des vernis plus policés (État-providence, État animateur, État réflexif...). Avec ses porte-drapeaux célèbres, l'esprit jacobin s'apparente depuis deux siècles à la *French touch* d'une trouble idée de la politique et de l'intérêt général, dans un mélange préfectoral de rigidité généreuse et de vertu autoritaire, d'éloquence

lettrée et d'exaltation aveugle. Taine l'a justement qualifié de “ chef-d'œuvre de la raison pure et de la déraison pratique ”. Aujourd'hui encore, fantasme centralisateur et parisien d'une société compacte, unie et sans clivage interne, qui dépouille ses citoyens de toute existence sociale réelle et raffole des exécutants dévoués.

A.F.

A la remorque du jacobin : le girondin

Vain de qualité supérieure. Homme politique français ayant échappé, fin XVIIIe, au ridicule absolu en évitant le qualificatif de “ brissotin ”, le girondin s'est assez bien rattrapé depuis. A la remorque du jacobin dont il n'a jamais pu atteindre la hauteur de vue (raison pour laquelle on qualifia ce dernier de montagnard), le girondin s'est résigné au fait que les Gaulois soient dans la plaine. Généralement faux-frère, le girondin est au jacobin ce que Jean Lecanuet fut au gaullisme : un petit problème. Le girondin a toujours cherché à s'émanciper du jacobin, sans jamais y parvenir, puisque son discours se trame dans l'ombre du grand homme ou du parti dominant. Ainsi, le girondin a de tout temps été chercher ailleurs des recettes pour peser dans le débat national. Le libéralisme au XIXe siècle, la régionalisation au XXe, c'est lui. L'autogestion fut un nouveau cheval de bataille, dans les années 1960. Il y eut de la gironde en Touraine. En ce nouveau millénaire, le girondin cherche à acclimater le fédéralisme, la subsidiarité (voir ce mot). On pourra reprocher au girondin un certain manque de panache, une focalisation excessive sur des problèmes de faible importance. C'est la rançon de son statut d'*outsider* permanent. Mais il faut lui rendre justice d'une admirable lucidité : le désarroi du girondin n'a d'égal que son angoisse de devenir un jour dominant. Partageons l'angoisse du girondin !

E.N.

Légitimité

Dans le grand jeu de plateau des affaires publiques, la carte “ légitimité ” est une des plus recherchées. D'abord, le plus souvent elle vous évite la prison, d'où vous ne sortiriez que pour repasser par la case départ avec les poches vides. Ensuite, en cas de mise en concurrence, elle vous permet de prendre le pas sur n'importe quel joueur : vous sortez votre “ légitimité ”, et vous annihilez les pouvoirs des cartes “ concertation ”, “ participation ”, “ respect ”, “ sens ” et autre “ consensus ” (voir ces mots), cartes dont les joueurs peuvent aller se rhabiller, non mais ! Enfin la carte “ légitimité ” ne s'use pas, même si l'on en abuse. Les joueurs “ élus ” reçoivent la carte “ légitimité ” d'office. C'est d'ailleurs la seule carte qu'ils reçoivent d'office. Les autres joueurs (voir “ habitants ”) doivent attendre la chance d'une bonne pioche : la légitimité peut leur venir en main à n'importe quel moment, et alors, gare ! Quand deux joueurs s'opposent leur légitimité, il y a bataille : on compare d'abord le nombre de cartes de légitimité que chacun a en main (c'est ce qu'on appelle plus couramment le cumul des légitimités, ou “ cumul des mandats ”). En cas d'égalité parfaite, il faut procéder au partage des bénéfices des mises en jeu. Lesquelles peuvent consister en nouvelles ressources de légitimité.

M.V.

Lien

Attache-moi !

Nos sociétés développées ont mis deux siècles à libérer l'individu des liens qui l'entravaient, tenu en laisse qu'il était par le maître, le seigneur, le patron, le notable, le curé, l'instituteur, le père, le mari, le maire, etc. L'émancipation de l'individu féminin, nettement plus laborieuse, est d'ailleurs loin d'être terminée, comme le signale en passant le masculin des substantifs ci-dessus. Libéré(e), l'individu(e) s'est mis(e) à courir en tous sens, et à changer de conjoint, de propriétaire, d'employeur, de commune, d'église, de langue, de famille, de parti, de commune, etc. Les entraves, nobles institutions d'attache, et autres liens sacrés (du mariage, de la patrie...) ont été foulés au pied : des bouts de ficelle, et rien d'autre. Seulement voilà : " Est-ce que tu m'aimes vraiment ? Alors pourquoi tu ne me le dis jamais ? Attache-moi ! ". Sur le lien, c'est Almodovar qui a tout dit. Reste à ramasser les morceaux de licous qui parsèment notre sol (lien suprême), et à refaire quelques nœuds des liens éparés. La prochaine évasion de l'individu est à ce prix : ce n'est qu'attaché de nouveau qu'il pourra rêver d'une nouvelle libération.

M.V.

Preuve qu'Aristote n'est pas fait pour les chiens

Faisons un peu de géopolitique. Lors des dernières élections, la progression du vote d'extrême-droite s'est particulièrement illustrée dans les zones péri-urbaines. Comment expliquer un phénomène qui, pour être notamment visible dans le sud de la France, est également vrai pour le pourtour de bien des villes de l'Ouest, réputées dotées d'un vaccin antifasciste qui remonterait aux premières années du catéchisme ? Voyons les choses sous l'angle du lien. Non pas seulement la perte subie du lien, celle de la France des pauvres, dont certains sociologues nous disent, servant inconsciemment la soupe au FN, qu'elle trouve chez Le Pen l'expression civile d'un deuil social. Il est aussi, et sans doute surtout, question de la perte assumée d'un lien social : celui d'avec sa communauté d'origine (l'Île-de-France, le Nord, le quartier d'habitat collectif), d'avec un voisinage bourgeois de centre-ville, d'avec un passé professionnel. Le vote d'extrême-droite progresse là où la prétention (petite ou grande) à s'affranchir de ces liens a été la plus forte. Là où, après des décennies de sacrifice, on a pensé pouvoir se défaire d'une identité dévaluée de locataire pour se transfigurer en propriétaire, et pas toujours modeste. Or cet épanouissement rêvé, et soutenu par les pouvoirs publics, s'est souvent transformé en autisme hagard. Désillusion pavillonnaire, frustration patrimoniale y vont de pair avec des taux record de divorces et de surendettement des ménages. Dans le rêve initial, point besoin de rencontre : peu de salles communes ou de cafés dans ces espaces. Et, aujourd'hui, comme l'impression d'avoir négligé une idée : que l'homme est un animal social et politique.

E.N.

Loup

Après le Mercantour, l'Oisans et les Préalpes, les grands ministères parisiens et les hautes terres de l'Etat sont à leur tour concernés par la ré-introduction du grand prédateur, par lequel revient la natu(libé)ralité. Le stress augmente dans le cheptel de la haute fonction publique et certains fonctionnaires mettent bas prématurément, mais quel bonheur de sentir de nouveau le souffle du sauvage et de la dérégulation ! Rappelons que dans l'Etat italien de Berlusconi, où le grand prédateur n'a jamais vraiment disparu, l'homme a su développer des techniques de protection des troupeaux de la chose publique qui permettent la coexistence avec le sauvage libéral : heureuse Italie, patrie du patou des Abruzzes et des camorras en tout genre ! Comme toujours, la France profonde rechigne au goût du risque et de la viande crue. Elle refuse d'admettre que le loup ignore les frontières, puisque le garde-manger est global. Elle cultive de vieilles peurs, elle oppose sa moue aux sourires carnassiers qui font tant pour la bonne humeur de l'élevage électoral. Au fond, elle est moutonnaire, c'est dire. Mais cette fois, ça y est : on va saigner ! Pardon, je veux dire, on va s'aimer ! Les uns les autres : gagnants aux grandes dents et perdants au goût persillé. Car comme l'a dit le ministre Woody Allen : le loup et l'agneau partageront la même couche ; mais l'agneau ne dormira pas beaucoup.

M.V.

Mixité

Un dernier, pour la route ?

Dans le grand Scrabble de la démocratie urbaine, dont le comptoir est pris d'assaut les soirs de joute politique, mixité sort en même temps que proximité, si bien que les " pro-mixité ", également adeptes de la proximité, finissent, la langue légèrement empâtée, aux limites de la promesse cuite. Mais, ami de comptoir, ami d'un soir, la mixité d'accord, la proximité (voir ce mot), encore mieux, la promiscuité, ça non ! Et dire qu'on nous reproche la langue de bois, alors qu'on nous laisse le gosier sec...

La mixité, mon ami, c'est tellement simple : la proximité sans la promiscuité. Plus facile à dire qu'à faire, et encore plus qu'à vivre, mais qui diable aurait cette idée saugrenue ? Exalter la mixité dans la chaleur et la promiscuité du comptoir est bien assez : à l'heure de la fermeture, chacun regagne ses quartiers (voir ce mot ; la proximité, c'est pas la porte à côté), et là, touche pas à ma mixité, pas vrai ?

M.V.

Mobilisation

Image guerrière, manifestation du pouvoir, exercice territorialisé, la mobilisation consiste à rassembler les acteurs (voir ce mot), particulièrement les civils, qui font donc la société civile (voir ce mot), à les mettre en mouvement pour un point de rassemblement, physique et politique, où ils vont recevoir l'équivalent de leur paquetage (les divers outils du développement et de l'aménagement) et de leur feuille de route (le projet de territoire). La mobilisation fait appel soit à la discipline soit à la conviction. A la première rencontre, les mobilisés

s'observent : ceux qui sont là par obéissance regardent avec un peu de dérision ceux qui sont venus par militantisme, qui considèrent les premiers avec une certaine désapprobation. Pour galvaniser la troupe, il faut des discours, mélange d'expressions d'autorité, à destination des uns, et d'enthousiasme, à destination des autres. La mobilisation est réussie lorsqu'après plusieurs rencontres, on ne distingue plus les obéissants des militants. Les acteurs sont alors mobilisés, au sens où ils " suivent ". A la différence de la vraie guerre, il est toujours décrété la mobilisation, jamais la démobilisation : l'aménagement du territoire est un conflit permanent.

M.V.

Mode doux

Un peu de douceur dans un monde de brutes

Témoignage d'une lectrice : je suis arrivé en ville depuis 2042, après ma nomination à l'Université des Sciences Ménagères du Territoire comme jeune enseignante. A ce titre, j'ai dû m'inscrire pour un logement dans un quartier garanti sans voiture électrique, je n'étais pas obligée, mais vous comprenez, ma position, la pression amicale des collègues... Je n'étais pas contre, remarquez, au début, même plutôt enthousiaste. Mais j'ai trouvé que tout s'est dégradé très vite, sans que personne en parle. Passe pour avoir peur des chiens de surveillance devant les garages à vélo de la résidence, et les petites blagues indélicates des vigiles. Passe encore les regards condescendants des voisins sur les macules de boue et d'herbe qui constellent mon vélo, mais ce sont les trajets quotidiens qui deviennent un vrai enfer. Les règles de priorité au mode et à l'âge sont devenues effroyablement byzantines : cela passait encore quand le vélojunior devait simplement céder le passage au séniorpédestre, mais la multiplication des catégories d'âge est devenue aberrante : vous imaginez ce qui se passe quand un octogénaire à vélo croise un septuagénaire à pied et un mobilréduit tous âges ? Moi de toute façon je passe en dernier. Ce n'est pas mon tempérament, mais mon probatoire ne tient plus qu'à un point. Le vélo dans un monde de vieux, c'est dur.

Alors c'est vrai, quelque part je déprime, et je suis allée goûter aux sensations illicites. Un ami m'a emmenée dans une ancienne mine où se cache une casse-auto clandestine, au cœur de la Communauté des Pays des Tuiles Dorées. On y pratique au prix fort les courses dans d'antiques bolides, dans le bruit et les vapeurs d'essence. Et j'aime ça. Suis-je normale ?

F.S.

Chiasme rassurant

Tourisme doux : formule à la hausse dans les priorités du développement local (avec la diversification et la démarche qualité). Quand il est doux, le tourisme devient durable, convivial, culturel et tellement moins dispendieux. Ce n'est plus du business mais de l'éthique : on préfère la chambre d'hôte au studio, l'initiation-découverte au forfait d'activités, le souper aux chandelles à la formule snack, la maison des terroirs à la boutique souvenir, la balade champêtre à dos d'âne au tour de quad, la rando dans la poudreuse à la neige artificielle. A l'instar du commerce équitable, le tourisme doux annonce sans doute d'autres

chiasmes rassurants comme la télé fraîcheur, l'automobile tendresse, la guerre immaculée ou l'amour conventionné. Pour le tourisme sexuel, relire le dernier Houellebecq.

A.F.

Modernisation

Le sacrifice des anciens

Véritable mot fétiche de l'État en action, magistralement imposé dans le vocabulaire des pouvoirs publics à la Libération lorsque gaullistes, démocrates chrétiens, socialistes et communistes inventèrent le consensus d'État sur la dénonciation du vieux (forcément archaïque) et du bourgeois (nécessairement collabo). Les symboles-repoussoir avaient alors pour nom Renault et l'École Libre de Sciences Politiques, et le salut passait par la réquisition des mines, la création du CNRS et l'invention de l'ENA. Un demi-siècle plus tard, la notion a conservé ses vertus magiques au gré des grands élans réformateurs d'une élite républicaine toujours éprise de raison d'État et d'intérêt supérieur de la nation : l'industrialisation, le traité de Rome, l'agriculture productiviste, la régionalisation, la reconquête du marché intérieur, la construction européenne, les privatisations, l'évaluation, le développement territorial, et même les plans sociaux... Ce qui laisse rêveur avec le recul, c'est cette manie qu'ont les Modernes de toujours discréditer les choix antérieurs, la mobilisation (voir ce mot) des énergies nationales exigeant le sacrifice des Anciens et du passé. Les discours vigoureux sur la modernisation de l'action publique sont un mal bien français qui épouse furieusement la légitimité (voir ce mot) du présent et refuse de considérer que le futur, bien qu'indéterminé, reste structuré par de solides chemins de dépendance. Amnésie collective, naïveté bureaucratique ou arrogance politique ?

A.F.

Résistance au contemporain

Du " Confort moderne " à la " République moderne " de Mendès-France, en passant par les méthodes modernes, chacun voit combien l'idée de modernisation est devenue paradoxalement surannée. En politique comme en art, elle est en fait devenue suspecte. Héritière d'une philosophie pour laquelle faire l'emporte sur être, la modernisation est à la politique ce que maman magnifia en cuisine : l'art d'accommoder les restes. Pour moderniser, il faut aussi conserver. Le moderne est donc aux antipodes du révolutionnaire, et la théorie de la modernisation d'abord une manière de résister aux tentations du contemporain. C'est pourquoi son vrai dilemme est de savoir : qu'est-ce qu'on garde ? A ce titre, les défis de la modernisation sont souvent identiques à ceux de la conservation (des monuments historiques). Adapter sans trahir, assainir sans amputer, animer sans perdre l'âme. Derrière l'idée du moderne, il y a celle de modèle, tout entier tourné vers le bon (ou le meilleur) fonctionnement. La modernisation appelle donc deux objections sérieuses. La première tente de démontrer que les fonctions sont déjà bien remplies, et que l'injonction en masque une autre, moins noble (démanteler, privatiser, dégraisser). Avouons qu'il y a souvent du vrai là-dedans. Quant à la seconde objection, elle consiste à

poser la question refoulée : pourquoi conserver ? Exercice : vous appliquerez ce raisonnement au cas du Sénat français.

E.N.

Nature

Depuis qu'elle n'est plus sauvage, la nature n'a cessé de tourmenter son maître, lequel se prend à douter : qu'est-ce que j'ai fait, ou dit, ces dix mille dernières années, qui a pu la froisser ? Je l'ai aimée, choyée, habillée, peignée, pomponnée, transformée, chantée, peinte, exaltée, modifiée pour son bien, protégée quand il le fallait, je l'ai faite mienne, et tout ça pour quoi ? Pour ne toujours pas savoir après tout ce temps qui elle est vraiment, si je fais partie d'elle, ou si c'est elle qui fait partie de moi ? M'aime-t-elle seulement ? La nature... Pour les uns, problème philosophique insurmontable, surtout quand il s'agit d'en revenir le dimanche soir en région parisienne. Pour les autres, jeune femme allégorique dont on n'a jamais su au juste les relations avec une autre, la culture. Pour tous : mystère aussi profond que le célèbre tableau de Gustave Courbet, " L'origine du monde ". On conçoit qu'à partir d'une telle diversité de représentations, les appels à la préservation, le respect et la défense de la nature puissent rassembler un parti aussi soudé que celui des Verts. Certes, il s'y confirme des savoirs fondamentaux sur la nature humaine, mais sur la nature tout court, que saura-t-on jamais ? Au prochain congrès peut-être ?

M.V.

Noyau dur

La dureté du noyau s'éprouve avant toute chose par la vérification de la bonne qualité des origines et des ramifications. Des siècles d'oléiculture le démontrent en Italie. Une décennie de néolibéralisme le confirme en Europe. Une branche viendrait-elle à pourrir qu'elle menacerait de corrompre l'édifice. Aussi le libéral est-il passé maître dans l'art d'élaguer, comme l'oléiculteur dans celui de la coupe, à sève montante ou descendante. Ici, deux écoles s'affrontent en effet. Les partisans de la coupe à sève montante prétendent qu'il faut se défaire de la partie lorsqu'elle est encore vivace (exemple : la suppression des emplois-jeunes). L'autre école prétend qu'il faut laisser la décadence faire son office (exemple : la suppression du Sénat). Parce que les coupes se font à saisons distinctes, rien n'est plus terrible que l'estimation erronée du sens de la sève. Croire abrégier les souffrances d'un âme morte, alors qu'elle s'épanouit (exemple : vendre pour un franc symbolique Thomson Multimédia, rayonnante deux ans plus tard, à Samsung, depuis disparue) ; tailler dans le vif un corps sans vie (exemple : réformer les chambres de commerce). Les origines du noyau sont pareillement cruciales. Dureté : pureté. Peut-être est-ce ce qu'Umberto Bossi a dit de plus fort, en se réclamant du " celhodurismo " (de l'italien " Ce l'ho duro " littéralement : je bande). Ce faisant, il prouvait un certain état, faute de dire d'où il lui venait. Et la question de l'origine du noyau dur ne trouve pas meilleure preuve de son importance dans l'Espagne actuelle, où, face à de honteuses accusations sur l'identité de la mère de José Maria Aznar, les prostituées de l'Association de l'Immaculée Conception protestent jusque dans la rue pour

clamer sur leurs pancartes : Aznar n'est pas mon fils !

E.N.

Occident

Curieux d'Estaing

La genèse de la Communauté européenne se trouve dans la démocratie chrétienne, qui a néanmoins accepté la candidature d'un grand pays musulman dès 1964. Cette nation frappe toujours à notre porte, mais un grand dirigeant d'Occident féru d'histoire et de géographie en a fait sa tête de Turc et ne veut plus qu'elle Vienne. Côté turc, on estime sans doute qu'un anti-oxydant pourrait lui rafraîchir la mémoire et réorienter sa position. Ankara pensait en effet que son entrée serait ottomane, alors que c'est un vrai chemin de croix qui s'annonce. Nulle croisade en vue toutefois, car malgré sa foi en son destin l'ancien président n'est peut-être pas prêt à mourir pour l'Occident (occido, is, ere : mourir).

G.B.

Rien de nouveau

Contrée de ceux qui sont " à l'ouest ". Jean-Sol Partre : " l'Orient, c'est les autres ". Né d'un schisme méditerranéen (les Empereurs romains étant las d'effectuer le déplacement pour aller se faire voir chez les Grecs), l'Occident n'a cessé d'opposer le principe de la croisade à celui du croisement. L'Occident a pratiquement tout inventé, à commencer par l'Occident. L'Occident est très en avance sur le reste, en dépit du décalage horaire avec l'est ce qui prouve bien son génie opiniâtre (l'Occident se couche plus tard). L'Occident domine le monde, qui est en passe de devenir entièrement occidental, sauf les autres. L'Occident est responsable du monde, surtout des autres. La pédagogie occidentale est parfois un peu rude, mais les autres ont du mal à comprendre que l'Occident est notre destin commun. L'Europe est incontestablement occidentale, bien que située légèrement à l'est des États-Unis qui sont aussi occidentaux, un peu moins cependant sur la côte ouest à cause des immigrants asiatiques qui arrivent de l'ouest.

L'Occident est mal parti.

M.V.

Parité

Baume apaisant

Médication très prisée par les méthodes réformées, qui ne nourrissent plus l'illusion de guérir certains maux, mais préconisent de prétendre à leur transformation et d'utiliser des thérapies placebo ou des " néologismes beaux ", pour prouver ainsi le caractère inguérissable de réelles déficiences. Ainsi la parité a-t-elle été créée pour les indications de crises aiguës d'irritation dues à l'inégalité qui comme chacun sait n'est pas acceptable, mais incurable. Evitant les thérapies de type " affirmative action " ou " discrimination positive ", assimilées souvent à la rationalité économique américaine, et qui nient la dimension humaine de la médication, la parité est le remède idéal pour ne pas tomber dans les pratiques surannées et amateuristes qui prônent de rajouter un

peu d'égalité dans la soupe du soir. Caractéristiques : tend vers l'égalité mais ne l'atteint surtout pas, calme les démangeaisons aiguës qui pourraient conduire à des réactions violentes, exerce un effet lénifiant et réconfortant à la fois. Indications : administrer à ceux qui souffrent et aux faibles ou instables dont la constitution ne peut accepter que " certains soient plus égaux ". Egalement très recommandé auprès de ceux qui ont l'espoir de faire un jour partie des plus égaux et éprouvent sporadiquement des humeurs que ce jour soit encore lointain. Ne pas augmenter les doses sans avis éclairé, afin que les patients ne prennent trop rapidement du poids. Arrêter le traitement lorsque les signes d'atténuation de revendications sont manifestes. Contre-indications : peut provoquer des ulcères ou des boutons surtout chez les sujets atteints d'anarchisme. Mais n'a dans toutes les autres situations que des effets positifs ou nuls et des conséquences relativement inopérantes si on respecte la posologie indiquée par les praticiens de la réforme.

C.S.

Amende douce pour les huiles

Il n'aura échappé à personne que les grands partis se sont tous royalement exonérés des obligations qu'ils avaient, pour la plupart, contribué à ériger en stipulation légale. Grâce à cette loi, le taux de féminisation de l'Assemblée Nationale est passé de... 10,91% à 11,78%. Les petits partis, qui n'ont pas les moyens de cette stratégie de contournement, se conforment donc, avec beaucoup de discipline, à ce que les premiers avaient pourtant considéré d'intérêt général. Sur le terrain municipal, en dehors de nombreuses exceptions, les choses se sont en gros passées comme suit : la recherche de femmes éligibles, lorsque les épouses n'étaient pas disponibles, a consisté à puiser dans le vivier militant et associatif, en tentant d'éviter les " grandes gueules ", celles qui pouvaient, réellement, porter un discours différent, voire provocateur, sur les pratiques établies. Côté mecs, on a d'abord consolidé les sortants qui, pour cause d'absence de statut de l'élu, dépendaient " réellement " de leur mandat, ou s'appuyaient sur de solides réseaux (voir ce mot): les fidèles et les madrés. Conséquence : les principales victimes de l'introduction de la parité auront été... les jeunes militants, sauf là où les fonctions publiques n'attiraient même plus. L'échec de la loi sur la parité est une bonne nouvelle pour notre système politique. On sait généralement qu'en France la féminisation ne progresse que dans les secteurs dont le prestige social décline, comme l'enseignement, par exemple. Tout va donc bien, CQFD. Quand on pense que Philippe Sollers a pu écrire que " le monde appartient aux femmes, c'est à dire à la mort ". A bas la société ! Vive la politique !

E.N.

Partenariat

Inventé par Nikita Khrouchtchev et Erich Honnecker, dont le rouge baiser fit se rengorger le MRP, le partenariat épouse fidèlement les divers traits du plaisir en politique. C'est en son nom que l'on peut qualifier le rapport Etat-Région de sourire vertical. Au prix d'une certaine perversité, le directeur départemental cherche ainsi des relations avec des élus sans dessous. Grâce à la libération des

mœurs politiques, le partenariat concerne désormais plusieurs personnes, en un même espace-temps. Les comités de pilotage sont généralement le lieu d'échanges audacieux, où l'on peut voir un président de chambre, introduit par le préfet, s'associer au projet de l'élu de son choix. Il y a bien un partenariat français. En dépit des désirs de l'Union Européenne, qui incite la Gaule à prendre langue avec les intérêts privés, le partenariat français demeure souvent public-public. Contrairement à ce qu'affirment les Anglais, adeptes du condominium (en abrégé : condom), cela n'a rien à voir avec une quelconque tradition du service public. Non, le partenaire français se méfie du privé, parce qu'il l'a souvent vu se retirer au moment le moins bien choisi. Toujours ulcéré lorsqu'un projet capote, le Français est devenu très sensible à la fiabilité des serments. C'est en balayant les faux-culs que le partenaire français est entré dans les annales.

E.N.

Participation

Méthode incontournable pour faire sortir la vérité du puits collectif, dans la bonne humeur et l'esprit de partage (voire la franche camaraderie). Ça commence les jours de défaite, quand on console les jeunes sportifs en leur rappelant que l'important, c'était de participer. Ça continue à l'école où la maîtresse adore ceux qui lèvent toujours la main les jours d'inspection. Les choses se gâtent un peu dans l'entreprise, quand la participation se résume à l'intéressement aux bénéfices pour les cadres dirigeants. Heureusement, on peut aussi participer au grand tirage de la loterie nationale et au marathon sponsorisé par le supermarché du coin. En politique, la participation condense les objectifs, à la fois gage désintéressé de citoyenneté active, filtre élitiste d'efficacité managériale et miroir aux alouettes pour éco-militants de quartier... Le temps d'une valse participative, l'individu lambda peut enfin oublier que dans le modèle français, on se fait surtout entendre avec de bons représentants, ces "passeurs" légitimes qui connaissent les arènes du pouvoir et s'investissent à bon escient dans les sphères de traduction des problèmes en décisions publiques. Mais la participation est une thérapie rassurante et une invocation magique : plus le problème est complexe et plus la parole spontanée prend de la valeur. Gare aux désillusions !

A.F.

Patrimoine

L'Abbé Grégoire, bien avant Lénine, indiqua au peuple révolutionné que l'ignoble avait droit au noble bâti, en foi de quoi on préserva au lieu de détruire les symboles particuliers et ecclésiastiques de l'ancien temps : bien joué l'Abbé ! Désormais acquis, ce droit (au patrimoine) ne sait plus où se mettre. Comment distinguer ce qui est, et ce qui n'est pas patrimoine ? Querelle de spécialistes ? Non, problème existentiel. Ce qui est patrimoine est, nécessairement, ce qui est déjà mort ou dont la mort est sûre. Pour en attester, il faut un constat de décès, que délivre le conservateur du patrimoine, en même temps qu'il en diligente l'autopsie. Rien n'agace donc plus ce dernier que les

prétentions à “ faire vivre ” le patrimoine (valorisation touristique, utilisation culturelle...), alors que – il le sait bien – tout se joue dans la décence d’une mort sans sépulture. Selon l’adage, patrimonialiser, c’est sanctifier le souvenir. Erreur funeste ! Les dominicains de l’Abbaye de Fanjeaux, ceux-là même qui ont combattu l’hérésie, ne souhaitent-ils pas participer aux chemins patrimoniaux du Pays Cathare, trahissant leur mémoire et celle de leurs ennemis ? La majorité des monuments classés et inscrits n’est-elle pas aujourd’hui en déshérence, sitôt répertoriée ? La politique du patrimoine, c’est la gestion sociale de l’oubli.

E.N.

Pays

Faire part

La notion de pays correspond à un travail de deuil répété. Le premier est bien sûr la mort du paysan, souvent démontrée, mais jamais réellement assumée. Le pays émerge alors et dès lors que son paysan s’éteint. Second deuil : le sanctuaire national. L’invention du pays recoupe, à peu près partout, les antiques découpages pré-révolutionnaires. Ci-devant paysan, l’homme du pays est un vrai petit paroissien. Il en épouse la croyance, celle d’un être ensemble non plus guidé par l’institution, mais par le projet (voir ce mot). Le territoire révolutionnaire donnait sens à son étymologie justinienne (le “ droit de terrifier ”). Le pays opte pour saint Thomas (d’Aquin) : le bien commun. Il y a pourtant beaucoup de mauvaise foi dans ce deuil-là. A la vérité, donnons rendez-vous dans quelques années (fin des primes paroissiales) : les pays auront disparu, ou auront été la bouée de survie des cantons, ou encore la base la base de super-cantons régionaux, ou, enfin, l’espace d’apprentissage des nouvelles communes de France. Mort et transfiguration de l’institution, en somme...

E.N.

Réussir la confusion

Les Hurons qui firent passer cette notion dans la loi Pasqua sur l’aménagement du territoire en 1995 ont joué les apprentis sorciers en recouvrant un projet de refonte des interventions de l’État avec les habits immémoriaux de la tradition rurale et de ses mythes géographiques. Le point de départ est simple : définir un périmètre idéalisé qui ne correspond ni aux découpages d’antan ni aux arènes politiques contemporaines. Objectif pour le ministère de l’Intérieur : bousculer le sens commun des clientélismes communaux et des prés carrés cantonaux. Mais la charge cabalistique du terme a rapidement asphyxié les remises en ordre espérées : les pays ne simplifient pas les mécanos intercommunaux et ne rationalisent guère les procédures de mise en œuvre des politiques publiques. Leur périmètre ésotérique complique plutôt la situation en alimentant, insidieusement, l’impression d’inextricables particularismes territoriaux dans l’enchevêtrement des terroirs, du périurbain, des agglomérations et même des régions urbaines.

A.F.

Pertinence

Les soixante-huitards s'efforçaient d'être impertinents. Voilà que, la retraite approchant, la pertinence les prend comme la grâce de la rédemption. Après le retour à la terre, le retour au territoire, mais au seul qui vaille : le territoire pertinent. Au royaume de la territorialisation des politiques publiques, le territoire pertinent est la clé de tout. Tel Henri V, l'Etat s'écrie : " mon royaume pour un territoire pertinent ! ", et ses vassaux territoriaux font écho : " touche pas à ma pertinence ! ". La preuve de la pertinence est comme celle de l'intérêt général : introuvable et écrasante. Alors, pour apprécier la pertinence d'un territoire pertinent, par exemple pour un SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), laissons les juges des Tribunaux administratifs travailler, à coup de cartes pertinentes et de statistiques pertinentes. A-t-on jamais vu un T.A. rendre un avis impertinent ? La pertinence ? Un truc indéfinissable qui se gagne au T.A.
M.V.

Porto Alegre

Epître de Roger-Charles à Pierre

Pierre (*air interloqué*) : " Porto quoi ??... Roger-Charles (*sur un ton bienveillant*) : " Porto Alegre ". Pierre (*hésitant*) : " "Alégré", tu l'écris avec deux accents aigus ? ". Roger-Charles (*levant les yeux au ciel*) : " Mais non, ça s'écrit sans accent, mais c'est comme ça qu'il faut dire. C'est comme ça qu'on dit au ministère, en tous cas. Et je crois qu'au Brésil, c'est la même chose ". Pierre (*plein de bonne volonté*) : " Alors, Bologne, la décentralisation, tout ça, c'est fini ? ". Roger-Charles (*sur un ton moqueur, mais amical*) : " Eh ! Tu dates mon vieux ! ". Pierre (*légèrement vexé*) : " Oh moi, tu sais, la politique ... ". Roger-Charles (*enthousiaste*) : " Mais justement, Porto Alegre, ce n'est pas de la politique, enfin, pas vraiment... ". Pierre (*surpris mais intéressé*) : " Ah bon ? ". Roger-Charles (*bien disposé*) : " Là bas, les citoyens débattent, font des choix, gèrent un budget. Ils s'impliquent, participent ". Pierre (*sceptique*) : " Ah ? Et tu crois que ça peut marcher ça, en France ? ". Roger-Charles (*très étonné*) : " En France ? Mais les élus font ça très bien ! ". Pierre (*un peu perdu*) : " Mais alors ?... décidément, moi, la politique... ".
M.O.

Vin triste

Dans chaque homme, il y a un porc latent. Dans chaque femme de gauche, il y a un Porto Alegre qui attend. Est-ce si sûr ? Il existe en effet un doute de taille : pour qui quête Arlette ? Et la réponse n'est pas facile. En premier lieu, une sérieuse objection doit être examinée, qui prétend qu'Arlette ne quête pas. L'association entre un certain ouvriérisme misérabiliste et ce qui serait une nouvelle forme de compassion chrétienne ne manque pourtant pas d'arguments. Mais, et surtout, cette dénégation ne résiste pas à l'analyse des stratégies conquérantes de LO, depuis les présidentielles jusqu'aux comités d'entreprise. La conquête est, toujours, d'abord une quête. Et qu'y a-t-il de plus noble qu'une passion entièrement vouée aux dominés, aux sans-grades ? Voudrait-on que les laquais quêtent en solitaire ? Non, à l'individualisme sans parole et sans vigueur, Arlette oppose son organe et sa fermeté, traquant l'euro jusque chez

Madame de Fontenay, transfigurée pour l'occasion en petite sœur des pauvres. Alors, si, pour les pauvres, Arlette est là, qui quête, pourquoi n'aime-t-elle pas Porto Alegre, nouvelle patrie des sans-terre ? Pour deux raisons. La première est qu'elle a, comme Pierre Bourdieu (et contre Günter Grass), le vin triste. A la théorie du romancier allemand selon laquelle le rire " infernal " est une protestation contre les conditions sociales, elle objecte : " il n'y a vraiment pas de quoi plaisanter ". Arlette n'aime pas Porto Alegre parce qu'elle n'aimait pas Coluche. La seconde raison répond à une certaine division du travail politique. Quand on réussit si bien dans la représentation, pourquoi se fourvoyer dans la participation (voir ce mot) ?

E.N.

Préservation

Absolution

Comme autrefois les nobles achetaient des indulgences, tandis que le petit peuple expiait ses menus péchés en égrenant fébrilement des kilomètres de chapelets dans l'espoir d'échapper aux enfers, les grandes entreprises aujourd'hui affichent à grand frais d'images leur souci de préservation des ressources naturelles et environnementales, tandis que les braves citoyens vont nettoyer des plages goudronnées, ou déposer leur canettes dans les récupérateurs pour être absous pour tous les mégots jetés sur les plages. L'ordre " naturel " du monde est ainsi préservé . Ce qui prouve qu'il est presque parfait.

C.S.

Messerschmitt au Sénat

Comme disait Jean Daniel, le siècle passé nous a incités à comprendre toutes les révoltes mais à nous méfier de toutes les révolutions. Contrairement à une idée reçue, Jean Daniel n'est pas sénateur. Son projet demeure cependant préservatif, au sens de l'expression française : ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Préserver, c'est filtrer, user de la méthode indirecte. Pour préserver ses espèces, l'administration de Bercy utilise l'impôt indirect. Pour préserver son vieil or, le Sénat utilise le suffrage indirect. Que reste-t-il aujourd'hui du glorieux Stade de Reims ? Le corner à la rémoise, manière sournoise de préférer la petite passe indirecte au grand centre. Bien évidemment, la préservation est de droite. D'ailleurs, ne dit-on pas " une bonne droite ", que l'on oppose volontiers à un " direct du gauche " ? Mais elle n'est pas d'extrême-droite. On dit que tous les chemins (même les indirects) mènent à Rome, tandis que l'on parla de l'axe Rome-Berlin. La préservation, vecteur de la conservation, sied donc mal à la gauche. D'ailleurs, n'a-t-on pas dit des cinq brillantes années de législature Jospin qu'elles avaient su lui " préserver " un destin présidentiel ? Aux impatiences d'une certaine jeunesse, ivre de nouvelles directions et de projets radicaux, le Sénat offre le visage placide de l'indirection réfléchie. La préservation, c'est la politique de l'ascèse vide.

E.N.

Préservez-nous

Préserver la nature (voir ce mot) est parfois perçu comme suspect : c'est faire du

pré asservi aux besoins citadins, du prêt à servir aux urbains emballés, bref, c'est presque surnaturel. L'indigène est donc naturellement quelquefois en droit de faire les réserves d'usage sur les réserves, d'être mesuré sur les mesures préservatrices qui le desservent, voire de contester la préservation de son environnement.

G.B.

Polycentrisme

Peut-on rire de tout ?

Devant " polycentrisme ", le sarcasme ne doit-il pas suspendre sa bête hostilité pour permettre à chacun de rejoindre, en responsable, le camp de la raison ? A la lecture d'un récent rapport gouvernemental sur la France en 2020, ne voit-on pas qu'avec du polycentrisme, encore du polycentrisme, toujours du polycentrisme, la France est sauvée ? Le polycentrisme ou la mort : n'est-ce pas là la dernière alternative aménagiste ? Le polycentrisme peut permettre : d'en finir avec le jacobinisme et de réformer l'Etat ; de guérir l'anarchie périurbaine ; de donner un projet à l'Europe ; de gagner la compétition économique ; de voyager partout à grande vitesse ; de donner leur chance à toutes les périphéries ; de continuer à en parler depuis Paris... et beaucoup d'autres choses encore insoupçonnées (en option, nouveau : le polycentrisme maillé). Le polycentrisme est la meilleure idée de la DATAR depuis les réseaux de ville, peut-être même depuis les métropoles d'équilibre. A moins que ce ne soit toujours que la même idée. Auquel cas ce qui est génial c'est de lui avoir trouvé un nouveau nom. Bon, peut-être pas un nom si nouveau, en tout cas un nom simple, dont on pourra se souvenir longtemps, même encore au temps prochain de son remplaçant. Non, vraiment, on ne peut pas rire du polycentrisme, ce serait trop cruel !

M.V.

Parlez en toujours mais ne l'appliquez jamais

Joli polysème ouvert à toutes sortes de variantes polymorphes qui sont autant de mots-valises – polycentralité, polycentricité, polynodalité – propices à d'autres sarcasmes. Le polycentrisme, déclinez-le pour conjurer le déclin, brandissez-le aussi souvent que possible, assénez-le en public, notamment le polycentrisme-maillé, insurpassable mot-massue. Un bien bel outil que celui-là : le polycentrisme est en effet l'instrument d'un poli centrisme : un mot bienveillant utile au centre à l'adresse des braves – on pense bien à vous –, un gentil concept plein de promesses intenables, et l'évocation d'un centrisme poli, bien lissé, réduisant la pré- et la prééminence du centre, effaçant admirablement toutes les rugosités spatiales et les frictions de la distance, mais trop poli pour être honnête. Car le polycentrisme, parlez-en toujours, mais ne le faites jamais. Ainsi le futur aéroport picard est vraiment pis car toujours " francilien " comme a dit le journaliste radiophonique ce matin. Le polycentrisme, en fait, quelle bonne blague !

G.B.

Erreur à une échelle, vérité aux autres

A l'échelle des aires urbaines, polycentrisme se prononce fragmentation, et c'est

mal. Trop d'émiettement des pouvoirs urbains ; trop d'égoïsmes locaux qui se concurrencent ; pas assez de vision d'ensemble et d'économies d'échelles. Haro sur le polycentrisme local : il nous faut des centres puissants, vastes institutions "à la bonne échelle", nouant dans leur poigne ferme les fils du développement et de la solidarité, en un projet cohérent et mobilisateur. A l'échelle de la nation, polycentrisme se prononce diversité, et c'est bien. L'Etat central ne doit plus jouer les grands intégrateurs ; l'entreprise France a vécu, où chaque terroir occupait une place définie. Vive le polycentrisme maillé : le territoire national est désormais une association de PME dont chacune doit jouer sa carte dans une stimulante concurrence pour le bien de tous. L'Etat récompense les bons élèves par une contribution financière appelée "contrat". à l'échelle européenne, polycentrisme se prononce fonds structurels (voir ce mot), et c'est mieux. L'entrée des pays d'Europe centrale et orientale déplace le centre de gravité des programmes de cohésion. Il n'est plus possible de dispenser largement la manne communautaire aux régions en retard de développement. Alors on polycentrise, autrement dit, on concentre les investissements sur quelques pôles périphériques susceptibles d'entraîner leur territoire. Du féodalisme aux locomotives, le polycentrisme n'a pas fini de nous apporter son lot de surprises sémantiques.

P.E.

Pragmatique

Pragmatique et bon sens sont les mamelles du politique (et lui permettent de prétendre ne pas en faire). L'appel au pragmatisme et au bon sens, c'est le coup de sifflet qui signale la fin de la récréation : et maintenant en rang par deux, et en avant ! En avant vers quoi ? Mais vers la réalisation, que diable ! Un peu de bon sens (le seul que connaisse le pragmatique) ! J'ai connu un militant pragmatique, pour lequel une bonne affiche était une affiche collée. Devenu un maire pragmatique pour lequel un bon budget était un budget dépensé. Et donc un aménageur pragmatique pour lequel une bonne zone d'activités était une zone remplie, un bon programme de logements sociaux, un programme bâti, etc. Un brave homme, et son destin pragmatique, en somme : ne croire en rien d'autre qu'à ce qui se réalise. C'est aussi ce qu'on appelle plus simplement "le développement" : il ne s'agit pas tant de croire que de faire, voilà la vérité du pragmatique. Le pragmatique ne connaît pas l'erreur, seulement les faits. Le pragmatique est heureux ; il ira au paradis. Dommage qu'il en soit sorti.

M.V.

Projet

Nom couramment donné à l'absence de programme, le projet est l'un des signes les plus visibles de l'entrée du territoire dans l'ère de la communication. La capacité de projeter est généralement associée à celle d'énoncer, voire d'évoquer, au travers d'initiatives le plus souvent partagées. Alors que le programme relève d'une bureaucratie qui désigne ses responsables sans craindre un certain esprit de commandement, le projet ne prend son sens que dans la générosité apparente d'un partenariat multiple. Tous dans le même bateau, pour mieux noyer le poisson ! L'incohérence croissante de l'action publique sert la logique de projet,

les territoires de projet, le management de projet... L'homme de projet est un animal d'un genre particulier. Il sait flairer une niche. Il se pare de ses plus beaux atours lors de la saison du rut, que l'on appelle : l'appel à projet. Certains hommes de projet déploient un véritable instinct de chef de meute. Insatiables dans les " comités de projet ", ils emportent le morceau, et s'assurent, dans leur " territoire de projet ", du consentement de leurs congénères, les " destinataires de projet ". Mais c'est à la fin de la période de rut que l'homme de projet montre son vrai visage. Alors que, le soir venu, ses rivaux s'en sont retournés, sur leur territoire, faire fructifier leurs trophées, l'homme de projet est encore là, attentif aux moindres restes. Persévérant, il fait main basse sur les derniers fragments, que l'on nomme couramment les " queues de projet ". Ce faisant, l'homme de projet atteint au sublime, quand l'homme de programme voit son siège se dérober.

E.N.

Proximité

Guichet inique

Sans doute la proximité est-elle la non-valeur la plus exécrationnelle du début du XX^e siècle. Dans l'action, elle est le refuge au nom duquel un acteur se décharge d'un incinérateur, ou un élu d'une décharge intercommunale. Les Américains ont appelé cela le NIMBY (Not In My Back Yard). Avec la proximité, l'ennemi devient le voisin. Pour les petites communes péri-urbaines, c'est donc l'agglomération. Dans la représentation, la proximité permet des alchimies politiques d'apparence bizarres, officiellement proscrites. Bien des candidats de la droite municipale s'en sont donc servi pour réintégrer en douce certaines brebis égarées dans les cercles extrêmes. Le " nous sommes tous pays " d'une certaine politique locale rime avec le " siamo tutti amici " des adeptes siciliens de la Coupole. D'autant que les programmes auxquels donne lieu cette miraculeuse proximité mériteraient d'être évalués à l'aune de leur impact social. La proximité est-elle la même pour tous ? Rejeter, parfois avec raison, un pouvoir devenu lointain, n'implique pas que l'on atteigne mieux les buts collectifs qu'il nous est demandé de poursuivre, en en confiant la réalisation au groupe local. Souvent, proximité bien ordonnée commence par soi-même. Et elle n'atteint qu'au prix d'efforts très mal partagés les quartiers difficiles, les univers de la relégation sociale. La vraie politique de proximité, c'est le canton de grand-papa.

E.N.

Quartiers

Mo-tivés, mo-tivés !

Du temps d'Aragon, ils étaient beaux, ils étaient doux, ils sentaient bon l'adultère, qui est le parfum discret de la bourgeoisie. La lutte des classes y faisait un lointain bruit de fond. Le reste s'appelait simplement la banlieue, dont Céline a dit qu'elle est comme un paillason sur lequel chacun s'essuie les pieds et crache un bon coup avant d'entrer dans Paris. Il y avait bien aussi les bas quartiers, comme il y a dans une carcasse de viande des morceaux de rebuts,

mais entre pittoresque et étrangeté, ils étaient simplement là, vers les bas-fonds humides des bords d'eau. Depuis ces temps de clarté où chaque chose était à sa place, les quartiers sont partout, et plus si beaux, moins doux, et plus chauds. C'est qu'on y est beaucoup passé, et qu'on y a beaucoup craché. Ils sont devenus sensibles. Il a fallu les compter, les périmétrer, les îloter, les dédensifier, les réhabiliter, les doter, y passer des contrats... On y consume sa jeunesse, quelques voitures, et les espoirs d'un certain nombre de politiques publiques. Pour tout dire, ils sont " en difficulté ". Mais tandis qu'on mène désormais une politique des quartiers, dans leur nouvelle acception, les beaux quartiers, les vrais, les seuls, continuent à ne pas faire de politique. C'est tout de même plus reposant quand on rentre du ministère (de la ville). Et puis c'est plus près.

M.V.

Lieu où l'on s'aime

Quartier : paradis terrestre, dans la mythologie démocratique locale. Au commencement était le quartier. Jardin d'Eden de la citoyenneté urbaine, le quartier, c'est le contrat social du citoyen, la Cité des Anciens en miniature. C'est là où, pleine d'émotion, l'humanité urbanisée osa ses premiers pas politiques. Le quartier est à la ville ce que le village est au champ : on y apprend la vie sociale, le respect des siens, les joies du débat, aussi. Ce paradis-là, frère démocrate, n'exige point de sacrifice, ne réclame aucun droit d'entrée. Walhalla séculier, donc, le quartier a ses rites, ses cultes, ses fétiches. Des comités en défendent âprement l'intérêt, des agents en assurent le développement, des conseils ont même été dressés par les princes en leur hommage, pour en célébrer les vertus. Riches, pauvres, affairistes, ouvriers, bourgeois, immigrés de toutes générations, tous y ont droit, chacun en dispose. C'est notre bien le plus inaliénable. Il en est des tranquilles, des chics, des chauds, des populaires, des modernes ou des anciens. Certains sont délaissés, d'autres très prisés. Tous, pourtant, méritent notre gratitude. Mais attention ! Au pluriel, " les quartiers " deviennent dangereux, invivables, impénétrables, même. Peuplés d'impies, qui préfèrent au quartier leurs cités monotones, ces " zones de non droit " offensent nos idôles. C'est à toi, pèlerin démocrate, de ramener à coups de bâton ces brebis au bercail !

M.O.

Réchauffement

Effet de serf

A dix milliards d'individus, on se tiendra forcément plus chaud qu'à six : il devient urgent de refroidir les esprits. Pédagogie de la globalisation, référé au mythe de Noé (le problème du réchauffement étant dans la glace qu'il fait fondre), avec travaux pratiques grandeur nature à l'appui : réchauffement de la planète = inondations dans le Gard. Et avec ça vous voudriez échapper aux lois universelles du marché ? Certains jours, mon charcutier constate en ma présence que " ça ne s'est pas réchauffé ce matin ". Et pourtant, lui et moi savons bien que si, justement, ça se réchauffe, doucement mais sûrement. Preuve, s'il en est encore besoin, que le local et le global ne relèvent pas forcément la température au même endroit. D'ailleurs, si ça ne se réchauffait pas globalement, c'est que ça

se refroidirait (d'où : “ ça s'est encore refroidi ce matin ”), et sans doute qu'il faudrait pousser un peu le chauffage local, mais alors effet de serre et ce qui s'en suit... Toujours climatiquement menacée notre planète se bat avec le grand mitigeur des idées et des “ faits scientifiquement prouvés ”. C'est qu'elle connaît au fond le vrai danger : le tiédisme global de la pensée.

M.V.

Régionalisation

Temps long

Des petits-fils de Charlemagne (Traité de Verdun, 843) à Jean-Pierre Raffarin, en passant par Brissot, Pétain ou De Gaulle, la France n'en finit pas d'œuvrer à la régionalisation. Toute la France ? Non : un petit village d'irréductibles centralisateurs résiste encore et toujours à la régionalisation qui règne partout en Europe. Irréductibles gaulois qui vivent et travaillent au pays, lequel s'étend du jardin du Luxembourg à celui de l'Elysée, et qui se régénèrent régulièrement des meilleurs régionalistes qui viennent poursuivre la grande œuvre à Paris. Leur secret ? Une potion à base de mots magiques, cueillis aux grands arbres de l'éloquence : subsidiarité (les ancêtres disaient plutôt suzeraineté), équilibre, polycentrisme, (voir ces mots) expérimentation... A laisser mijoter longtemps, longtemps, longtemps, avant de se lancer. Et c'est pourquoi, des petits-fils de Charlemagne à Jean-Pierre Raffarin...

M.V.

Leçon d'Espagne

A quoi reconnaît-on un pays réellement régionalisé ? On le sait, face à l'orgueil masculin d'un Etat dirigiste ou simplement paternaliste, la régionalisation a tous les atouts de la jeune fille un brin naïve, un peu indécise, gentille certes, mais désespérément poitevine, comme aurait pu le dire Debré (prénom au choix). Erreur fatale ! Nous sommes aujourd'hui en mesure de démentir formellement ces infâmes assertions. Comment ? Par un simple détour auprès de nos voisins espagnols, seule contrée de l'authentique régionalisation macho. Dans ce pays, le président du Tribunal Constitutionnel, l'*excelentísimo* Señor Don Manuel Jiménez De Parga y Cabrera, peut déclarer, au sujet des prétentions à plus d'autonomie des communautés “ historiques ” : “ De retour à ma terre de Grenade, en voyant un territoire d'Espagne pétri d'Histoire, du Nord au Sud, d'Est en Ouest, et ses royaumes aux illustres trajectoires, peut-on sérieusement réserver le statut d'autonomie à ces communautés qui ne se disent distinctes que pour l'avoir arraché à la République ? Ne remonte pas à elle, mais à l'an mil, où Grenade, où nous, les Andalous, disposions de douzaines de fontaines distribuant des eaux de couleurs et de parfums distincts, quand dans ces prétendues communautés historiques, on ne savait pas ce que c'était que de se laver en fin de semaine ”. Cris d'opprobre catalans, basques et galiciens, mais soutien unanime du Tribunal, pour lequel ces déclarations ne pouvaient constituer “ une base objective raisonnable ” pour désavouer le juge suprême. Olé !

Le jour où l'on verra Yves Guéna pourfendre les prétentions corses au motif que ces derniers auraient longtemps ignoré la mousse à raser, les Picards et leur

accent barbare, les Corrégiens et leurs odeurs, ce jour-là le pays sera régional.
Cojones y honor !
E.N.

Réseau

La conspiration des égaux

Autrefois il y avait l'espace, chose étendue et inerte sur laquelle se déployait une action publique civilisatrice. Puis vint le territoire, plus vivant déjà mais sous une forme primitive : institutionnelle, périmétrée, hiérarchique. Enfin les réseaux apparurent et l'espace se peupla, les territoires prirent vie. Les réseaux, c'est cette (protéi)forme mystérieuse de l'activité humaine, qui " ne se décrète pas " mais se constate, qui ourdit ses trames dans la permanente et fructueuse transgression des territoires, des échelles et des institutions. C'est le cercle où l'on entre non pas " ès qualités " mais " intuitu personae ". C'est la nouvelle dernière instance qui permet d'expliquer pourquoi ça marche ou pourquoi ça ne marche pas ; c'est le combustible auquel s'alimente une action collective qui n'a que faire des dépouilles de l'ancien monde, celles de l'ordre stable et borné par les lois, les décrets et les règlements. Bien sûr, les réseaux ont un coût d'entrée : on en est ou on n'en est pas. Un peu comme si les œuvres demandaient la grâce pour pouvoir s'accomplir. Aussi, nombreux sont ceux qui, laissés pour compte des bons réseaux, se fourvoient dans les mauvais : on parle alors de lobby, d'esprit de corps ou de secte. Les égaux conspirent pour notre bien à tous. Mais ils ne sont plus nos maîtres puisqu'ils font partie de réseaux.

P.E.

Le village global pour 15 euros par mois

Figure élémentaire de la " branchitude ". Ne pas " fonctionner en réseau ", c'est flirter avec les limites de la sociabilité, voire de la société tout court. Nous sommes donc, pour notre intérêt, tous en réseau, ou en route pour l'être (voir désenclavement). Initialement, le réseau cachait et se cachait : réseau mafieux, réseau de résistance, réseau franc-maçon, réseau d'assainissement... La qualité première du réseau était sa discrétion. Puis l'on est passé insensiblement de l'adhésion à l'abonnement. Aujourd'hui, les signes d'appartenance aux réseaux sont aussi nécessaires qu'une bonne paire de chaussures : il ne viendrait plus à l'idée de personne de circuler dans la rue sans son cellulaire à l'oreille. Il en est de même pour les personnes morales que sont les collectivités locales : " St-Amand-Montrond vous accueille : son péage autoroutier, sa boucle locale radio à haut débit, ses commerces (en réseau) ". Mac Luhan avait prévu le " village global " des réseaux. Mais la vraie bonne idée, c'est quand même le forfait connexion illimitée, non ?

M.V.

Passe-temps

Par quel mystère un mot jadis symbole de la République conquérante est-il devenu l'instrument de son arraisonnement ? Il faut en effet savoir que l'invention, relativement récente, du mot réseau – au carrefour des XVIIe et XVIIIe siècles – a rapidement visé les piliers de l'unité nationale : la vicinalité,

les routes, les canaux en témoignent avant la Révolution. Le chemin de fer, l'électricité, le télégraphe et le téléphone lors des deux siècles suivants. Il faut relire les saint-simoniens évoquer le rapport de cause à effet entre la progression du rail et celle de la République, aux confins de l'Europe, pour s'en convaincre. Or de quoi parle-t-on en évoquant aujourd'hui le réseau ? Les réticules du développement local se proposent de déjouer les supposées lourdeurs institutionnelles, les *network-groups* européens s'activent dans l'ombre des organisations, les réseaux d'acteurs inventent des politiques que l'architecture ministérielle ne pourrait porter – la politique de la ville est grosse de cet esprit résiliaire. Certes, on sait maintenant qu'il y a réseau et réseau ; que derrière la structure, il n'y a pas toujours beaucoup de contenu. Le réseau, c'est la dernière métaphore organique, avant de passer à autre chose. Mais, au fait, que deviennent les réseaux quand le temps passe ? La plupart s'effondrent, disparaissent quand cesse l'opportunité qui fonda leur création. Les autres réussissent si bien qu'il deviennent...des institutions. N'ayons pas peur du réticule. Il ne tue pas.

E.N.

Respect

Les différences et l'étiquette

Mot typiquement masculin qui se réinvente des fondations conviviales dans les années 80, quand la France défile dans la rue pour qu'on ne touche pas à ses potes. Mais parallèlement, l'appel au respect se glisse dans des mots d'ordre ambigus sur la liberté (" laissez-les vivre ") et sur la propriété (" not in my backyard "). Depuis, la notion navigue entre les eaux, du black blanc beur de la coupe du monde aux vertiges électoraux de la préférence (nationale), du total respect des jeunes entre eux aux recettes à la papa contre les sauvagesons... Aujourd'hui, les orateurs de la démocratie locale testent surtout le concept en milieu urbain. Le respect de la personne, c'est la création d'une police métropolitaine qui décrète enfin la tolérance zéro pour les petites incivilités au quotidien. Le respect du citoyen, c'est la signature d'une charte (voir ce mot) environnementale qui certifie le développement durable (voir ce mot) de la cité équitable (voir ce mot), avec ses poumons verts, ses vieilles pierres et son tramway au biogaz. Le respect des autres, c'est l'adoption d'une politique culturelle d'agglomération mariant enfin la création, l'insertion, la mixité, les MJC et le développement économique. Le respect fonctionne un peu comme l'étiquette au golf : la démarche est résolument vertueuse et fair play, mais la raideur des règles du jeu ne favorise pas spontanément les effusions entre protagonistes.

A.F.

Au nom de tous les biens

On ne plaisante pas avec le respect, mot qui monte dans le vocabulaire public. Il y a le respect de l'environnement, le respect de l'identité, le respect du patrimoine, le respect des lieux, le respect des générations à venir... Tout une extériorité qui devrait sublimer l'action humaine, généralement au nom de la Nature et/ou de l'Histoire. La modernité était fondamentalement irrespectueuse,

d'où ses malheurs. Le retour du respect est donc postmoderne, c'est une valeur d'avenir. Renouer avec le dur désir de durer au nom du futur est une des belles réussites rhétoriques de l'aménagement du territoire, désormais en mesure de s'affirmer "durable", grâce à la valeur respect. Nonobstant, les scientifiques ne sont guère portés au culte du respect. On n'embarque pas facilement un sociologue (en tout cas pas tous les sociologues) dans le respect de l'appartenance ou celui de l'identité, de même pour un géographe avec le respect de la nature ou celui de l'environnement. En général, ils demandent qu'on en discute, et peut-on discuter du respect ? Reste quelques catégories nouvelles, par exemple les paysagistes, pas encore tout à fait scientifiques, qui n'ont pas trop d'états d'âme avec le respect. Et tandis que les géographes rechignent à s'exprimer au nom du respect du territoire, et les sociologues au nom de celui de la communauté, les paysagistes sont généralement disposés à intervenir au nom du paysage et du respect qui lui est dû. Après tout, on n'a que la respectabilité qu'on se donne.

M.V.

SDEC

Tu peux le faire

Document d'aménagement écrit en novlangue diplomatique. Dans cette langue toute en nuance, une rencontre internationale "franche et prometteuse" signifie qu'on a été au bord d'en venir aux mains. Lorsque le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire (SDEC) écrit "la politique de la Commission reconnaît qu'il est absolument nécessaire d'intervenir pour assurer l'équilibre entre la concurrence et la réalisation d'objectifs d'intérêt général" (§ 34), on doit comprendre qu'on n'a pas fini de se battre pour tenter de sauver ce qu'il reste de services publics ici et là. De même, lorsque dans les soixante options politiques on trouve tout aussi bien le "renforcement de plusieurs grandes zones d'intégration économique d'importance mondiale" (1), que le "renforcement des villes petites et moyennes en milieu rural" (14), on peut être sûr que la concurrence acharnée des territoires ouverte par le Grand Marché est plutôt devant que derrière nous. La plupart des lecteurs referment ce document de 80 pages, qui a demandé 13 sommets européens et une dizaine d'années de négociations rédactionnelles, en se demandant ce qu'ils ont lu. C'est pourtant simple ; "Vers un développement spatial équilibré et durable du territoire de l'Union européenne" (titre du SDEC) est un communiqué de l'ambassade Europe, dans le style : "les parties réunies se sont entendues pour travailler pour un monde meilleur". Meilleur : équilibré et performant, durable et compétitif, patrimonial et attractif... tout quoi ! Qu'on se rassure : l'Europe peut le faire. Continent plutôt riche et bien portant, elle a tous les atouts pour cela, elle est donc condamnée à réussir. Avec le SDEC elle est même lourdement condamnée.

M.V.

Schéma Dépourvu d'Enjeu Clé ?

Le SDEC est un exercice d'équilibre provisoire en faveur d'un développement équilibré et durable exigeant beaucoup d'application. Les critiques vont donc bon train : les économistes, apologistes de la concentration, pointent les

mécomptes du polycentrisme (voir ce mot) imaginé par de naïfs géographes ; les géographes se gaussent quant à eux d'un schéma spatial dépourvu de toute carte ; les juristes s'interrogent de leur côté sur la portée d'un " tigre de papier " de pure forme ; les politistes enfin décryptent avec délectation la complexité (voir ce mot) d'un long processus d'élaboration où s'égrène la liste de villes aussi difficiles à situer qu'à écrire et à prononcer : Den Haag, Leipzig, Noordwijk, Potsdam... Pourtant les autorités nationales sont censées conformer leurs politiques d'aménagement à ce pense-bête qui, même sans carte ni photo, trace des pistes, ouvre des perspectives, fixe des horizons et montre les voies à suivre. Car ce document de référence est peut-être une étape vers l'instauration d'une compétence communautaire en aménagement du territoire, ce qui explique certains sarcasmes préventifs d'aujourd'hui : des fois que l'objectif polycentrique viendrait à être mis en œuvre...

G.B.

Simplification

Trop de règles tue la règle, trop d'impôts tue l'impôt, trop d'Etat tue l'Etat (lentement), mais trop de simplification ? Pas de miracle : trop de simplification tue la simplification, qui continue donc de se justifier. Tel le Phénix, la simplification est autodestructrice et éternelle. Pas la " loi sur la simplification et le renforcement de l'intercommunalité " du 12 juillet 1999 (la loi Chevènement n'est pas éternelle), mais cette habitude de l'énarque législateur de tenter régulièrement de faire comme si la complexité n'était qu'un problème à résoudre avec simplicité. Il est vrai que vu de très haut les choses sont plus simples : la complexité (voir ce mot) n'est qu'un problème d'altitude. Et la simplification, une sorte de voyage en avion affrété par la célèbre compagnie Yaqua (filiale de Faucon). Le plus dur avec cette compagnie, c'est l'atterrissage.

M.V.

Société civile

Ventriloque de l'Etat

La société civile se distingue de la populace par sa capacité supposée d'organisation. La notion, née du souci d'opposer un projet révolutionnaire à la domination du capital et de l'Etat, est devenue un pivot du dialogue constructif entre ce dernier et les citoyens. Reconnaissons-le, il n'est pas facile de faire parler la société. Bien sûr, chacun a ri de la barriste " France profonde " ou des " vrais gens " de Georges Marchais. La critique est facile. Non, au vrai, pour faire parler vraiment la société, il faut la civiliser. Qu'est-ce à dire ? Eh bien il importe de la considérer comme organisée, disposant d'organes, quoi. Ces organes, à leur tour, chantent les vertus de l'ordre à leurs ressortissants, et entonnent en direction de la puissance publique le chœur des pleureuses. C'est pourquoi leur mélodie est toujours affligée d'une dissonance : le représentant de la société civile (le président de la FNSEA, de l'Union Patronale, de la CFDT ...) doit conjuguer deux impératifs contraires : l'adhésion (de ses mandants) et l'influence (dans la négociation publique), sans jamais les pousser à fond. S'il en fait trop sur l'adhésion, il perd du crédit face à l'Etat, et court le risque de se

voir préférer un autre “ partenaire ”. S’il joue trop le jeu de l’influence, son couple avec l’Etat ressemble à double-patte et patachon. La société civile ne peut donc être qu’à responsabilité limitée. C’est ce qu’a bien compris l’abbé Pierre.

E.N.

Recette pour une entrée

Prenez la société toute entière, avec sa tête, ses pattes, ses plumes. Coupez la tête (l’Etat) et jetez les pattes (les élus). Déplumez et videz la bête (les corps constitués, les uns superficiels, les autres viscéraux). Dépecez-la et enlevez la graisse superflue (l’administration bien sûr). Découpez en morceaux, appelés “ collèges ”, et faites revenir les collèges, d’abord séparément puis tous ensemble dans un jus de braves mots et autres mots magiques. S’il se dégage une odeur de Vichy, aérez. Il est fréquent qu’à la cuisson la société civile réduise beaucoup : rallongez le jus. A consommer entre amis, en entrée, avec un vin italien (en souvenir de Gramsci, mais n’en faites pas trop sur ce sujet : le popolo minuto n’est pas invité).

M.V.

Subsidiarité

Soyons religieux jusqu’au bout

Puisque “ le XXI^e siècle sera religieux ”, autant le commencer par l’adoption ritualisée d’un vieux dogme du droit canon. Le culte du principe de subsidiarité s’offre aux simples, qui seront les premiers au Paradis : ceux qui croient qu’à chaque problème collectif doit répondre un niveau de compétence technopolitique avant tous, donc un territoire avant tous, et que cela s’arbitre par la raison logique. Avec la subsidiarité, le transport ferroviaire hors grande vitesse ou la formation professionnelle sont évidemment de compétence régionale, et la protection de l’ours pyrénéen ou la chasse à la palombe sont évidemment une affaire européenne. Les papes inventèrent la subsidiarité pour pouvoir à tout propos intervenir dans les affaires séculières, contre les pouvoirs laïques de plus en plus forts, et s’en retirer élégamment en cas de rapport de forces défavorables. Par le principe de subsidiarité, les papes énonçaient ce qui revenait au pouvoir de Dieu et ce qui revenait au pouvoir des hommes. Les voies du Seigneur étaient impénétrables : parfois la subsidiarité était ascendante, parfois elle était descendante ; elle permettait tout et son contraire, ce qui était le moins que pouvaient en attendre les papes. En cas de contestation, il restait toujours l’excommunication. Aujourd’hui, Dieu est la Cour de justice de la Communauté Européenne. La subsidiarité fonctionne toujours dans les deux sens. Elle permet toujours de justifier à peu près n’importe quelle raison logique. Principal changement : on ne risque plus l’excommunication, seulement une sanction de la Cour. La subsidiarité sans l’excommunication avec les sanctions de Bruxelles ... Ne vaudrait-il pas mieux être démocrate-chrétien jusqu’au bout ?

M.V.

Cuisine au beurre ou à la vapeur ?

Subsidiarité : met magique à l’arôme technocratique, au fumet communautariste et à la saveur résolument idéologique. Il faut dire que le principe fait dans la

cuisine composite (et pas toujours légère) : du pire intégrisme catholique (famille chérie) à la tenace jurisprudence fédéraliste (haro sur les pouvoirs centraux), de la ferveur européenne (l'harmonie delorienne) au néo-libéralisme écolo-moral (la concurrence équitable), de l'abrupt bréviaire de management territorial (les décideurs sont les payeurs) aux mille contorsions experto-pragmatiques (la négociation permanente). Testez-le comme épice dans une rencontre scientifico-mondaine pour commenter, si possible sur un ton définitif, des formes émergentes d'action publique. Vous aurez immédiatement droit à tous les emportements sémantiques, rappels historiques, mises en perspectives savantes, cadrages juridiques, conseils théologiques et autres indignations crypto-républicaines. Jusque dans ses racines philosophiques, le principe de subsidiarité énerve les papilles parce qu'il menace toujours de laisser un goût amer : son état d'esprit préfigurerait une doctrine sociale nécessairement indigeste, ses règles du jeu favoriseraient *in fine* les corps (gras) intermédiaires, ses fondations politiques imposeraient toujours un bouquet entêtant où règne la loi du territoire le plus fort... Et pourtant, la subsidiarité sait cultiver, aussi, les essences subtiles (la contingence des décisions, les équilibres instables, l'art du compromis) et des notes plus prononcées (le devoir d'ingérence, le bonheur dans la cité, l'autonomie par la responsabilité). Avis aux fins gourmets !

A.F.

Synergie

La cinquième loi de la thermodynamique

Fatigués ? Raplapla ? Tout mous ? Sans ressort ? Dégoûtés du développement ? Déçus de la solidarité ? Epuisés par le partenariat (voir ce mot) ? Ne désespérez pas. Le management moderne a découvert la cinquième loi de la thermodynamique, qui cloue définitivement le bec aux quatre premières : la loi de la synergie. La synergie est exactement le contraire de l'entropie ; ou, plus précisément, la synergie commence là où l'entropie a fait son œuvre. La synergie, c'est l'art de produire de l'énergie sans source de chaleur ; de produire du neuf avec du vieux ; de trouver des idées par la réunion des routines ; de fabriquer de la volonté à partir du rassemblement des impuissances ; bref de faire " en sorte que " $1 + 1 = 3$. Point de miracle, mais des techniques éprouvées : un réseau (voir ce mot) ; une charte (voir ce mot) ; des innovations. Ajoutez un projet (voir ce mot), et la loi d'airain opère. Evidemment, l'apport massif et roboratif de crédits publics ne constitue que la récompense bien méritée d'une telle opération.

P.E.

Terrain

Au terrain, les démagogues reconnaissants

Le terrain est réversible, comme certains vêtements : ceux qui viennent du terrain contestent les technocrates, lesquels vont sur le terrain pour se créer leur propre légitimité (voir ce mot). Le combat entre les uns et les autres, récurrent dans la sphère politique et administrative pendant des décennies, n'était qu'une bataille d'expertise pour la conquête d'un bien totalement méprisé dans les palais

nationaux, et totalement désirable dans le jeu politique : le savoir concret de l'action publique. La plèbe des responsables associatifs et des élus dont le mandat résultait d'un parcours militant s'y heurtait à l'aristocratie des fonctionnaires et des élus formés dans les grandes écoles. Mais on restait entre professionnels et dans le domaine du faire. La proximité (voir ce mot), nouvelle étoile, vient insidieusement bouleverser cette guerre homérique. Il ne s'agit plus seulement de connaître les bonnes méthodes pour faire, mais de comprendre, de rester au contact, de coller à la vie quotidienne. On voudrait dire : enfin ! tant mieux ! L'alibi du terrain, dans un sens ou dans l'autre, est enfin mort et remplacé par bien plus d'exigence. Mais la démagogie galopante qui peut se dissimuler dans la proximité nous fera bientôt regretter celle du terrain, qui se contentait d'aller d'un pas tranquille.

A.B.

Le laboureur et ses enfants

Travaillez, prenez de la peine : c'est le terrain qui manque le moins. L'Etat laboureur, sentant sa mort prochaine, fit venir ses enfants (la commune, le département, la région), leur parla hors contrats. " Gardez-vous, leur dit-il, de quitter le terrain que nous ont laissé nos parents : un trésor est caché dedans. Je ne sais pas l'endroit, etc. ". L'Etat mort, les collectivités locales vous retournent le terrain, de-çi, de-là, partout, si bien qu'aux élections, il en rapporte davantage. Des ressources fiscales nouvelles, point de cachées. Mais l'Etat fut sage de leur montrer, avant sa mort, que le terrain est un trésor. Moralité qu'un ex-grand révolutionnaire, exilé pour abus de cumuls de mandats, avait traduit à sa façon : " on n'emporte pas le terrain à la semelle de ses souliers ". A condition toutefois de regarder où l'on met les pieds.

M.V.

Territorial

Adjectif subliminal qui requiert une data-psychanalyse au carbone 14 sur deux conceptions opposées. Les freudiens y verraient un investissement imaginaire de premier ordre sur le politique tandis que les lacaniens y décèleraient assurément l'évanouissement des significations et l'oubli du sujet. C'est sous le premier angle que le terme s'impose au XIXe siècle, principalement comme un acte de transfert et de confusion entre la France monarchique et sa nouvelle raison républicaine. C'est le mythe de l'unité de la France, de la communion du sol et de l'idée nationale, du bonheur dans les traités, du confort des espaces intérieurs de la commune et du département, et du réseau dense des connexions qui relie le citoyen électeur, l' élu du peuple et les taxes sur le foncier bâti. Le territoire est donc bien ce mode d'être de l'Etat, qui innerve le subconscient bien ordonné des hommes du pouvoir, des juristes, des politistes et des sociologues des organisations. Sous le second angle en revanche, territorial est un terme du langage politico-administratif qui masque des significations plus subtiles et métaphoriques de localisation des phénomènes sociaux. De nombreux anthropologues, géographes et autres économistes sont formels : l'excessive focalisation institutionnelle du terme concentre l'attention sur le pouvoir et sur l'idéologie alors que les jeux territoriaux de l'esprit sont ailleurs, et ô combien

plus aériens. Le bouillonnement du vrai vécu des mondes sociaux locaux révèle des territorialités qui résonnent comme autant de simulacres d'un réel perpétuellement réinterprété par les individus. Le territorial est ici affaire de rhizomes, d'archipels, de flux, de glocalité, de combinaisons identitaires et même de districts industriels ! Ah le carbone 14, quel délice ! Encore un verre ?
A.F.

Transparence

Loft story

Shampoings, liquides vaisselles, savons : aux rayons de nos supermarchés, les produits transparents sont très tendance. Dans la mode, les vêtements jouent des superpositions et laissent passer... la lumière. Le phénomène est général. De l'eau de baignade aux revenus de nos politiques, en passant par les comptes des entreprises et le fonctionnement de nos institutions, on réclame de la transparence partout, pour tout et pour tous. Dans l'administration, en politique, domaine de la cosmétique par excellence, le projet est tout autant louable. Il s'agit sans doute de tout rendre plus lisible, de permettre le contrôle permanent de la population (mais dans quel sens ?) et de favoriser la participation (voir ce mot). Transparence, donc pureté, s'oppose naturellement à dissimulation et à mensonge. Soit. Il suppose également la soumission permanente au regard de l'autre, le contrôle. Et déjà nos yeux se lèvent vers les caméras de la transparence. Souriez ! Transpareissez ! Vous êtes filmés ! D'ou le nouveau principe du bonheur, déjà mis en œuvre dans quelques tristement célèbres émissions télévisées : " Pour vivre heureux, vivons filmés ".

L.G.

Honteux désir du plus simple appareil

Relisons un classique : Jean-Pierre Worms sur l'organisation d'une préfecture. Parcourons l'univers labyrinthique des services de cette république au quotidien. Tout n'y est que formulaires, règles obscures, interprétations erratiques. Cloisonnement, inimitié et méfiance mutuelles entravent la visibilité du travail d'Etat, et défient la raison bureaucratique. Mais chacun, dans son microcosme, réinvente la situation de droit, la négocie avec une multitude de ressortissants. L'opacité, c'est la vie. IBM France : l'absence de cloison laisse tout voir de l'activité du technicien. La mise en place de plantes vertes n'y change rien. Seul le chef de division a droit aux vitres opaques. Les employés déploient des trésors de ruse pour échapper au principe de l'œil permanent. Tâche difficile puisqu'une caméra va jusqu'à enregistrer les distributeurs de boisson. Corseté par la panoptique yankee, chacun finit par plier, en maudissant l'emprise de l'entreprise dans son for intérieur, là où siège la conscience d'être soi. La transparence, c'est la mort. A l'image de ces magazines d'adolescents timides, prétendant vendre des lunettes qui traversent en secret les habits des filles, la transparence est une illusion d'optique. Pourquoi dès lors une telle litanie sur la " maison de verre ", alors que personne n'y croit et que les subalternes, les premiers et souvent les seuls, en subissent la rigueur ? Parce que le roi est nu, et qu'il ne veut pas que ça se sache.

E.N.

Tri sélectif

Nouveau mode de ramassage des déchets ménagers qui, comme son nom l'indique est sélectif trois fois. La première lorsque vous touchez vos quatre poubelles de couleur différente avec le petit livret pour expliquer que les pots de yaourt même nettoyés ne peuvent être considérés comme des emballages et se ramassent donc les vendredi et non pas les mardi, tandis que les emballages en carton peuvent rejoindre la poubelle à papier, sauf s'ils sont métallisés. La seconde lorsqu'ayant reçu votre facture, au poids et par type de déchets, vous entreprenez de calculer sur quelle couleur de récipient concentrer vos efforts d'économie, pendant qu'un quidam remplit indistinctement vos quatre poubelles au petit matin, juste avant la collecte, sans avoir lu le livret, lui. La troisième lorsque vous apprenez fortuitement que tout cela ne sert pas à grand chose parce que le marché public pour le traitement en bout de chaîne est resté infructueux et que tout se dirige dûment trié vers l'incinérateur qui n'en fait qu'une seule bouchée de cendre. Vous êtes alors pris d'envie de brûler vos propres poubelles, comme acte de révolte fiscale et d'insoumission technique. Vous inaugurez ainsi un des modes doux revendiqués par ailleurs : l'incinération chez l'habitant (voir ce mot).

M.V.

Zonage

Grandeur des servitudes

Dans le Nouveau Larousse Illustré (celui-ci date de moins d'un siècle), la seule zone qui vaille la peine d'être un peu définie est celle " des servitudes " qui entourait les fortifications de guerre. Fort exactement définie à partir du chemin de crête, elle ne devait en aucun cas — sauf dans celui des places de troisième ordre — supporter de constructions. Paris n'était pas une place de troisième ordre, mais ses fortifications ont fini d'embarrasser. Pendant tout le temps que l'on a pris à trancher ce que l'on devait y faire et que l'on n'a pas fait (une pratique que l'on a baptisée urbanisme au XXe siècle), la " Zone " de Paris s'est couverte de constructions indésirables peuplées d'indésirables que l'on a bien vite appelé " zonards ". Quelques temps plus tard, la zone est devenue l'apanage des urbanistes plutôt que des militaires, même si elle est restée d'ordonnance (celle de 58) pour être efficace. Au lieu d'y interdire les constructions, on s'est mis à les urbaniser en priorité, et de façon très rationnelle. Pourtant ces zones se sont à nouveau peuplées de zonards. Décidément la ville est bien ingrate, et la zone, pour éviter la catachrèse, aurait dû rester poliorcétique (voir le Nouveau Larousse Illustré). La zone était chose trop sérieuse : dommage qu'on ne l'ait pas laissée aux militaires.

F.S.

Zonage de la dernière chance

Enfin, l'Etat, garant de la sécurité individuelle et de la propriété également individuelle, vient de décider de zoner les espaces de mendicité dans les parkings. Dernièrement, une circulaire du ministère de l'Intérieur a précisé qu'il

était dorénavant interdit aux Sans Domicile Fixe (appellation post-moderne pour parler des mendiants et des exclus), de tendre la main (propre s'il vous plaît, et merci d'être souriant et poli avec ceux qui ont quelques scrupules à payer trois euros l'heure de stationnement sans en donner un au pauvre bougre qui attend quelques miettes pour survivre) dans un rayon de trois mètres à proximité des parcmètres. L'imagination est toujours au pouvoir.

Y.J.

Les auteurs

Guy Baudelle (G.B.) est géographe, professeur à l'Université de Haute Bretagne (Rennes).

Alain Bourdin (A.B.) est sociologue et urbaniste, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris.

Philippe Estèbe (P.E.) est géographe et politiste, professeur associé à l'Université de Toulouse et consultant.

Alain Faure (A.F.) est politiste, chercheur au CNRS, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.

Luc Gwiazdzinski (L.G.) est géographe, professeur associé à l'Université de Strasbourg et directeur de la maison du temps et de la mobilité de Belfort.

Yves Jean (Y.J.) est économiste et géographe, professeur à l'université de Poitiers.

Evelyne Michaud (E.M.), est rédactrice en chef d'ETD (Entreprises, Territoires, Développement).

Emmanuel Négrier (E.N.) est politiste, chercheur au CNRS, Université de Montpellier.

Maurice Olive (M.O.) est politiste, chercheur au CNRS, Institut d'Etudes Politiques d'Aix-Marseille.

François Taulelle (F.T.) est géographe, maître de conférences à l'Université de Toulouse.

Franck Scherrer (F.S.) est géographe et urbaniste, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Lyon.

Corinne Siino (C.S.) est géographe, maître de conférences à l'Université de Toulouse.

Martin Vanier (M.V.) est géographe, professeur à l'Institut de Géographie Alpine (Grenoble).

Les sarcasmes ont été publiés dans les n° 51 à 58 de la revue Pouvoirs Locaux. Ils sont ici réunis avec l'aimable autorisation de son rédacteur en chef, Jean-Marc

Ohnet.

Table des entrées

Acteur	6
Agenda 21	7
A la base	7
Alternative	8
Biodiversité	9
Bottom-up	9
Bruxelles	10
Charte	11
Cohésion	13
Compétitivité	13
Concertation	14
Consensus	15
Contractualisation	16
Couche d'ozone	16
Désenclavement	17
DOCUP	19
Durable	19
Elargissement	20
Eligible	21
Ensemble	22
Equilibre	22
Equité	23
Excellence	24
Fonds structurels	25
Génération futures	26
Global	27
Gouvernance	28
Habitant	29
HQE	30
Interministériel	30
Intérêt communautaire	31
Jacobin	32
Légitimité	33
Lien	34
Loup	35
Mixité	35
Mobilisation	36
Mode doux	36
Modernisation	37
Nature	38
Noyau dur	38
Occident	39
Parité	40

Partenariat	41
Participation	41
Patrimoine	42
Pays	42
Pertinence	43
Porto Alegre	43
Préservation	44
Polycentrisme	45
Pragmatique	47
Projet	47
Proximité	48
Quartiers	48
Réchauffement	49
Régionalisation	50
Réseau	51
Respect	52
SDEC	53
Simplification	54
Société civile	54
Subsidiarité	55
Synergie	56
Terrain	57
Territorial	57
Transparence	58
Tri sélectif	59
Zonage	59